

9-11 juin 21

Enraciner, sélectionner, défendre.
Comment faire survivre
une démocratie
(1918-1960) ?

Verankern,
auswählen, verteidigen.
Wie überlebt eine Demokratie
(1918-1960)?

organisé par
Thomas Nicklas et Christian E. Roques
CIRLEP (URCA)

Résumés des interventions
et
notices bio-bibliographiques



Université de Reims - Champagne - Ardenne

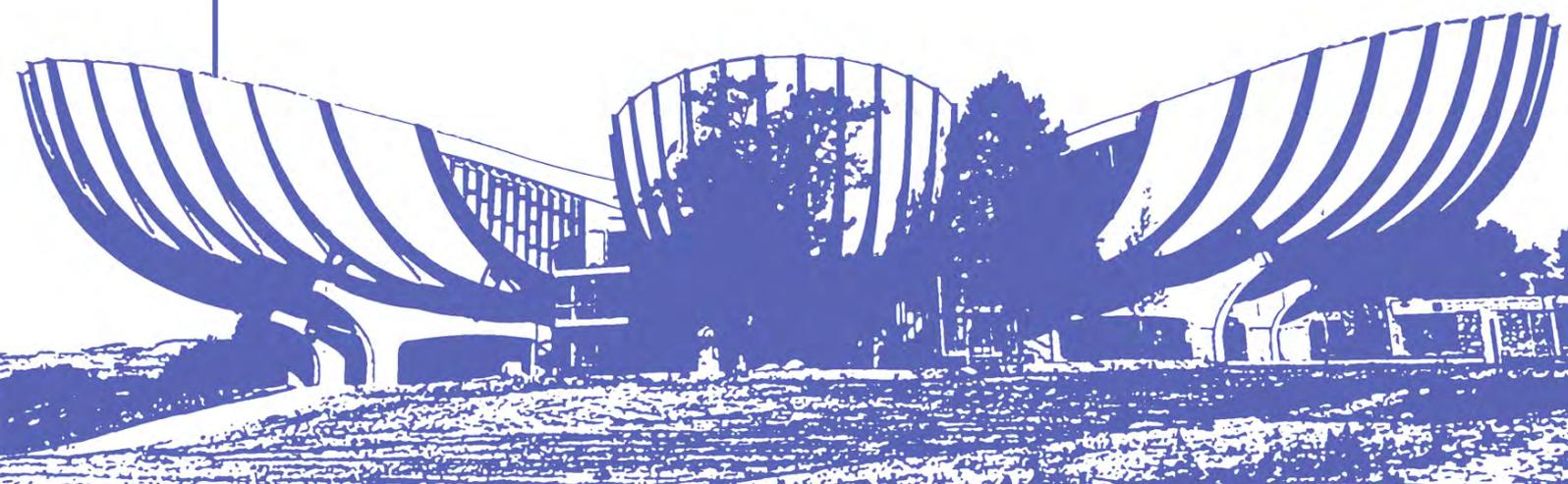


L'Alsace française ou le devoir de la démocratie à se défendre dans les années 20

Philippe Jian

Le 1^{er} janvier 1921, paraît à Strasbourg, le premier numéro de *L'Alsace française: revue hebdomadaire d'action nationale* fondée par le docteur Pierre Bucher, ardent partisan de la cause de l'Alsace-Moselle française. La ligne éditoriale, « l'Alsace plus prospère par la France. La France plus forte par l'Alsace ! », est emblématique de la pensée politique de ces Alsaciens francophiles d'opinion libérale conservatrice, selon lesquels les habitants des frontières de l'Est, démocrates dans l'âme, sont naturellement amenés à partager le destin de la France républicaine, héritière des principes de la Révolution de 1789. Dans ce même esprit, *L'Alsace française* défend la thèse d'un territoire dont la vocation culturelle et économique est de s'intégrer dans un espace transfrontalier ouvert à ces autres démocraties que sont la Suisse, le Luxembourg, la Belgique et les Pays-Bas, car perçues comme autant de barrières à l'expansionnisme germanique toujours menaçant. La crise de la démocratie peut-elle alors contrarier l'avenir de l'Alsace-Moselle redevenue française? L'hypothèse mérite d'être envisagée d'autant que l'hebdomadaire consacre dans les années vingt de nombreux articles à la démocratie et à sa pratique tant en France, en Allemagne ou en Suisse. Notre communication proposera de répondre à ce questionnement en abordant la thématique du devoir de la démocratie à se défendre dans les années vingt du XX^{ème} siècle selon la droite libérale conservatrice alsacienne nostalgique de l'union nationale au travers des cas français et helvète.

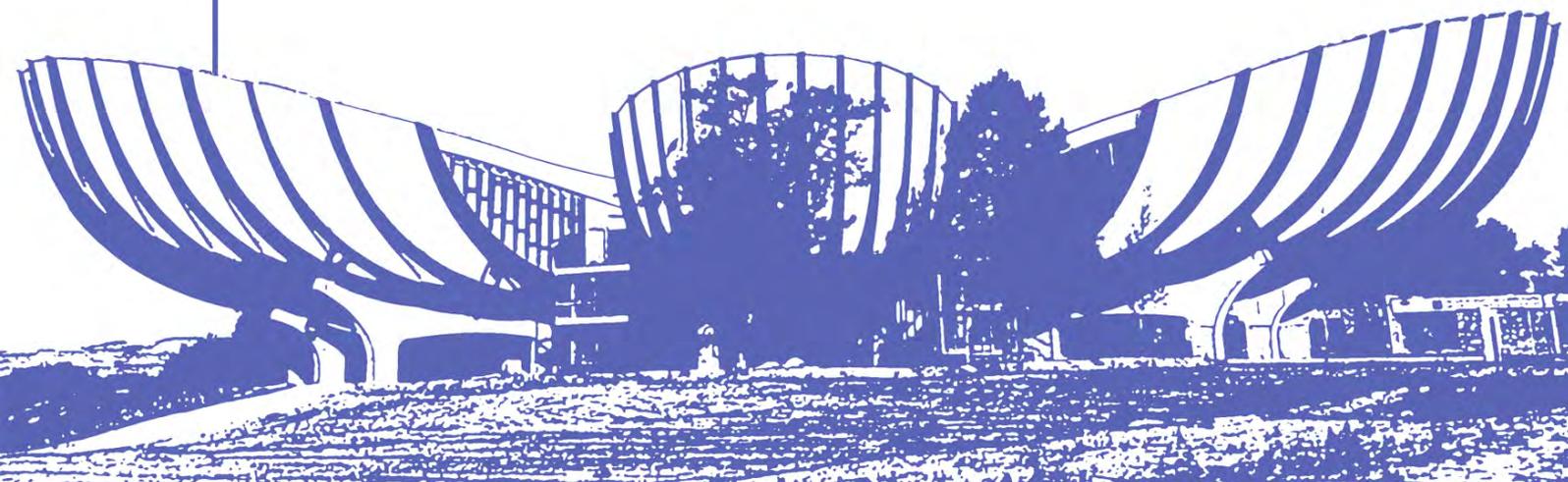
Le premier exemple est consacré au commentaire d'une série de cinq chroniques que Charles Beckenhaupt, doyen des journalistes d'Alsace et de Lorraine, consacre en 1925 aux errements des partis politiques français qui, par souci d'électoratisme et d'engagements doctrinaux, entretiennent de manière stérile la division de la société. Le devoir de la démocratie française à se défendre contre tous les sectarismes, au risque de voir les citoyens s'en détourner, appelle, selon l'auteur, à



...

ce que les politiques dépassent leurs clivages partisans pour faire le pari de l'intelligence en mettant, par exemple, fin à la tyrannie de la majorité pour que triomphe enfin l'intérêt général. Ainsi se verrait conduite par la représentation nationale une véritable politique alsacienne et mosellane qui mettrait durablement un terme au malaise alsacien, illustré en 1924 par la tentative d'introduction des lois laïques dans l'ex-Reichsland, et dont se repaît le revanchisme allemand. En 1921, le journaliste vaudois Maurice Muret mettait en garde : « L'Allemagne (...) est donc une Allemagne démocratique et républicaine, mais elle est tout cela sans enthousiasme (...) Elle enveloppe tous les Etats dans le même mépris et la même haine » (3 décembre 1921).

Le second exemple concerne une enquête menée en 1926 sur la démocratie helvétique contestée par une partie de la jeunesse intellectuelle de la Confédération séduite par le fascisme et les idées de l'Action française. Le sujet est d'importance car les institutions politiques suisses, entre démocratie directe et démocratie représentative, représentent pour *L'Alsace française* un idéal d'équilibre. Le devoir de la démocratie helvétique à se défendre contre l'importation de modèles autoritaire et fasciste est de témoigner de son enracinement à travers l'histoire et de la vitalité de sa vie politique, dont le journal se fait l'écho, signifiant ainsi de l'appartenance de l'Alsace-Moselle française au camp des démocraties. Comme le souligne le chroniqueur vaudois Benjamin Vallotton : « Il n'est pas indifférent à la Suisse qu'une Alsace démocratique opposée à toute visée impérialiste, à tout coup de force, remplace l'Alsace d'hier dont les Allemands avaient fait contre sa volonté (...) un vaste camp retranché, surpeuplé de soldats » (26 novembre 1921).



Philippe Jian

Enseignant (histoire-géographie)

Docteur en histoire contemporaine

Chercheur associé au Centre d'Histoire Sociale des mondes Contemporains (UMR 8058 CNRS/ Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)

Domaines de recherche :

Histoire de la presse et du journalisme au XXème siècle

Histoire des droites de la Restauration à nos jours.

Histoire de la propagande française 1914-1918 et 1939-1945.

Histoire de la réintégration culturelle et politique de l'Alsace-Moselle 1914-1925

Dernière publication :

« Désannexion culturelle et intégration patriotique : la propagande française en Lorraine mosellane (1918-1924) ». *Le retour de la Lorraine annexée à la France 1918-1924*, Jean-Noël Grandhomme, Laurent Jalabert et Laurent Kleinhentz (Dir.), Metz, Éditions des Paraiges, 2020 (à paraître).



Le retour et la réintégration de l'Alsace-Lorraine à la France (1918-1926) : un enracinement démocratique ? Réflexions autour du parcours d'un homme politique, Jean de Bertier

Stéphane Einrick

L'Alsace-Lorraine du début des années 1920 présente une situation spécifique :

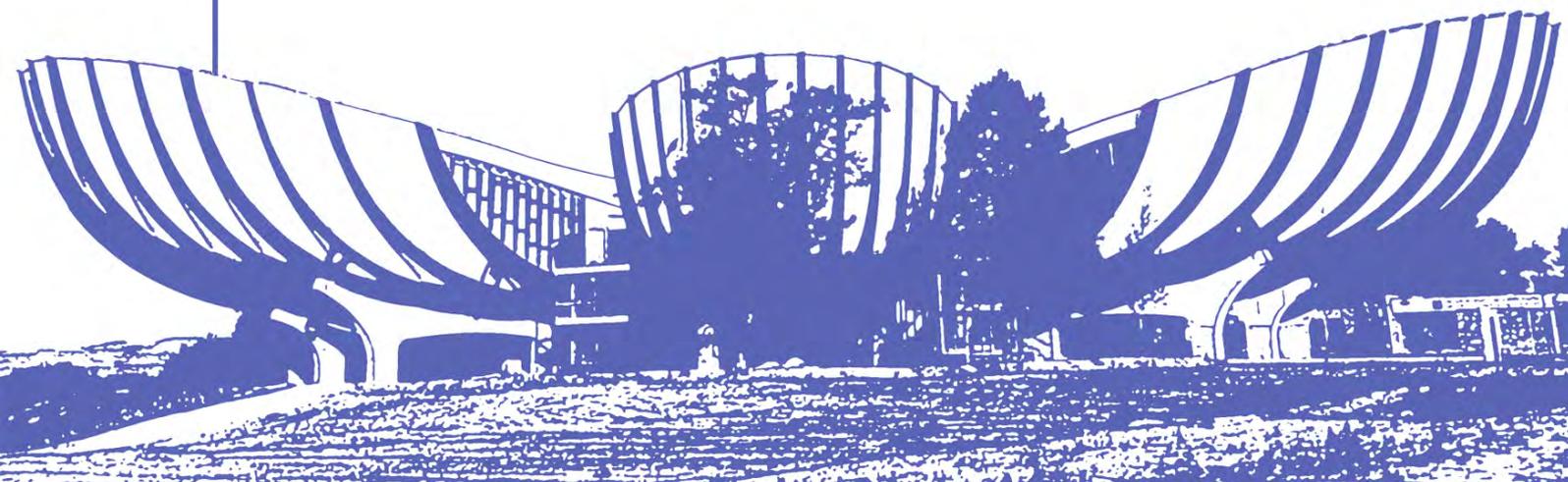
Le retour de ce territoire et de sa population à la France en 1918/1919 est souvent associé à la question de la nationalité. Pourtant, il s'agit aussi du passage d'un régime politique à un autre. **Dans quelle mesure l'instauration du régime républicain français marque-t-elle une démocratisation ?** Il faudra aussi faire la comparaison avec la jeune république de Weimar, pas toujours à l'avantage de la France : prenons l'exemple du droit de vote, accordé aux Allemandes, refusé aux Françaises.

Le retour à la France rétablit les départements et pose de multiples questions juridiques. **Dans quelle mesure le processus de réintégration s'effectue-t-il de façon démocratique ?** Jean de Bertier y participe en tant que membre du Conseil consultatif puis sénateur de la Moselle. Quels sont les autres acteurs impliqués et leur pouvoir de décision ? Le retour vers un système centralisé signifie-t-il plus de démocratie ?

Les acteurs de la vie politique sont renouvelés :

Les mouvements de population (notamment l'expulsion des Allemands et le retour d'Alsaciens-Lorrains et de leurs descendants émigrés après 1871) changent la composition du corps électoral. **Les partis se réorganisent. Leurs attentes et exigences sont-elles démocratiques ?** Il faut remarquer que les Alsaciens-Lorrains sont directement passés en 1870 du Second Empire au Deuxième Reich allemand, et n'ont en 1918/1919 aucune expérience du régime *républicain*, que la pratique politique de la III^e République a relié à la *démocratie*.

Jean de Bertier est l'un de ces « revenants », qui avaient dû quitter l'Alsace-



...

Lorraine du temps de l'annexion allemande. Officier de carrière, il est l'héritier d'une lignée légitimiste et catholique, traditionnellement hostile au régime républicain. Pourtant, en 1919, il démissionne de l'armée et s'engage en politique. Il accepte le régime républicain et son fonctionnement démocratique. **Cet engagement est-il sincère** [*on touche là à l'axe 2, en le réorientant : des hommes politiques démocrates?*] **Inculque-t-il, par ses pratiques, par son action, une culture plus démocratique à ses électeurs et à ses concitoyens? Contribue-t-il, par son exemple, à l'enracinement de la démocratie dans de plus larges couches de la société ?**

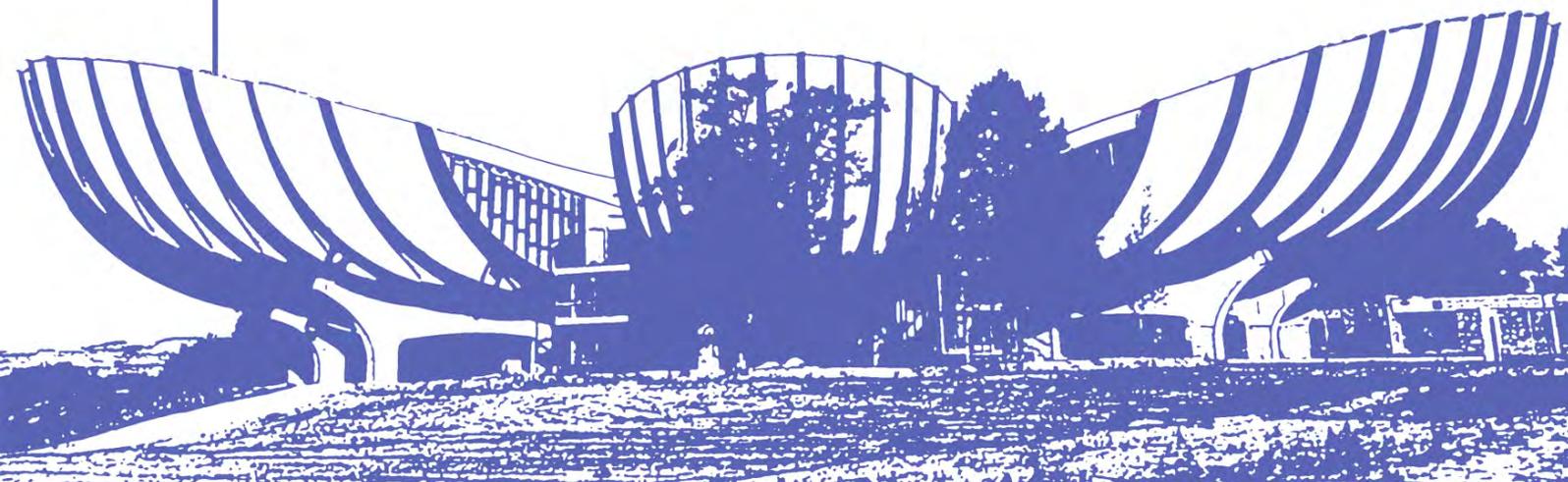
Stéphane Einrick

Agrégé d'histoire – Enseignant au lycée Charlemagne de Thionville (57)

Doctorant des Universités de Lorraine et du Luxembourg

Sujet de thèse : Le comte Jean de Bertier (1877-1926)

Directeurs : François Audigier (Lorraine) et Denis Scuto (Luxembourg)



L'esprit de Colpach ou l'esprit de la nouvelle Europe.

Julie-Anne Demel

La correspondance entre André Gide et Aline Mayrisch de Saint-Hubert est un témoignage hors norme sur un monde littéraire, économique et politique. Les deux âmes sœurs partagent leur ressenti sur le « Zeitgeist » de leur époque. Ils découvrent ensemble la création littéraire, la modernité des œuvres littéraires contemporaines et la traduction. Mais en filigrane il y a aussi un aperçu sur les événements politiques et économiques.

Emile Mayrisch travaille à la concentration des entreprises qui mène à la création en 1911 des ARBED (Aciéries réunies de Burbach-Eich-Dudelange). En 1913, Mayrisch est un grand sidérurgique allemand et les ARBED, l'un des piliers de la puissance allemande. En 1921 il conclut l'Union économique belgo-luxembourgeoise. L'empire des ARBED, centré sur le Luxembourg, a des prolongements en Allemagne, en France, en Belgique et en Sarre.

Après la Première Guerre, en 1920, le couple Mayrisch s'installe au château de Colpach où Aline Mayrisch reçoit l'Europe littéraire et a à cœur de mettre en contact des personnalités françaises et allemandes. A Colpach les activités des deux époux se rejoignent. Ils vont l'un et l'autre se consacrer à favoriser des rencontres intellectuelles, politiques et artistiques. Lui, dans le domaine des industries de l'acier, elle, dans le domaine des idées. Les Mayrisch souhaitent ainsi promouvoir une communauté de culture européenne.

A Colpach les Mayrisch reçoivent des hommes politiques comme Walther Rathenau des industriels par exemple Bruno Bruhn (membre du comité directeur chez Krupp), le juriste et diplomate Alfred von Nostitz (gendre de Hindenburg). Des aristocrates comme Richard Coudenove-Kalergi, le Prince Rohan, Franz von Papen passeront par Colpach .

Avec la rencontre avec Gide il y a tout le monde littéraire de la NRF qui va fréquenter Colpach. Les Mayrisch font de ce domicile un carrefour européen, où les écrivains, côtoient des industriels aussi bien que des universitaires. On y trouve les écrivains français, mais aussi nombre d'intellectuels de l'époque. Du côté allemand,



...

des intellectuels comme Bernard Groethuysen, Gertrud Eysoldt, Annette Kolb, Karl Jaspers et Ernst Robert Curtius jouissent de l'hospitalité de Colpach. Une solide amitié va naître entre Gide et Curtius.

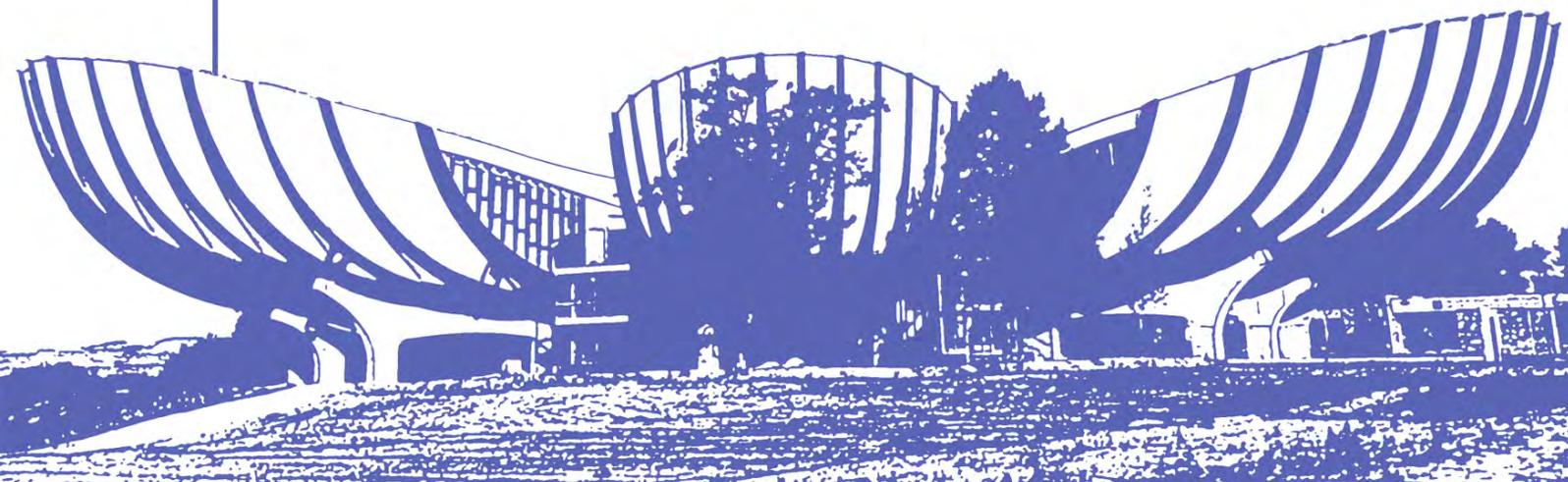
Emile Mayrisch recrute en 1923 Jacques Rivière comme secrétaire. Ancien prisonnier de guerre, Rivière devient dans les années 20 le champion de la cause du rapprochement franco-allemand. Il va dans le *Luxemburger Zeitung*, journal appartenant à Emile Mayrisch, tenir une chronique politique mensuelle de novembre 1922 à décembre 1924.

Aux décades de Pontigny en 1923, Aline Mayrisch fait la connaissance d'un jeune journaliste français Pierre Viénot. Après la disparition de Jacques Rivière, il devient secrétaire de Emile Mayrisch qui l'engage pour son projet Comité Franco-Allemand d'Information et de Documentation signé le 28 mai 1926 à Luxembourg. Ce comité essayera un rapprochement entre la France et l'Allemagne.

Julie Anne Demel

Agrégée d'allemand et auteure d'une thèse intitulée *Regard historique sur la diplomatie féminine entre la France et l'Autriche, de la paix des Dames au traité de Lisbonne*, publiée aux éditions Peter Lang en 2013.

Elle a également étudié au Collège d'Europe à Natolin (Pologne). Après avoir travaillé un an à l'ambassade de France en Autriche et à la Commission européenne, elle s'est intéressée aux relations diplomatiques et européennes et en particulier au rôle que certaines femmes ont joué sur le plan diplomatique pour aider au rapprochement des peuples comme par exemple Bertha von Suttner, Bertha Zuckermandl ou encore Louise Weiss. Actuellement je travaille au Lycée Vauban à Auxerre.

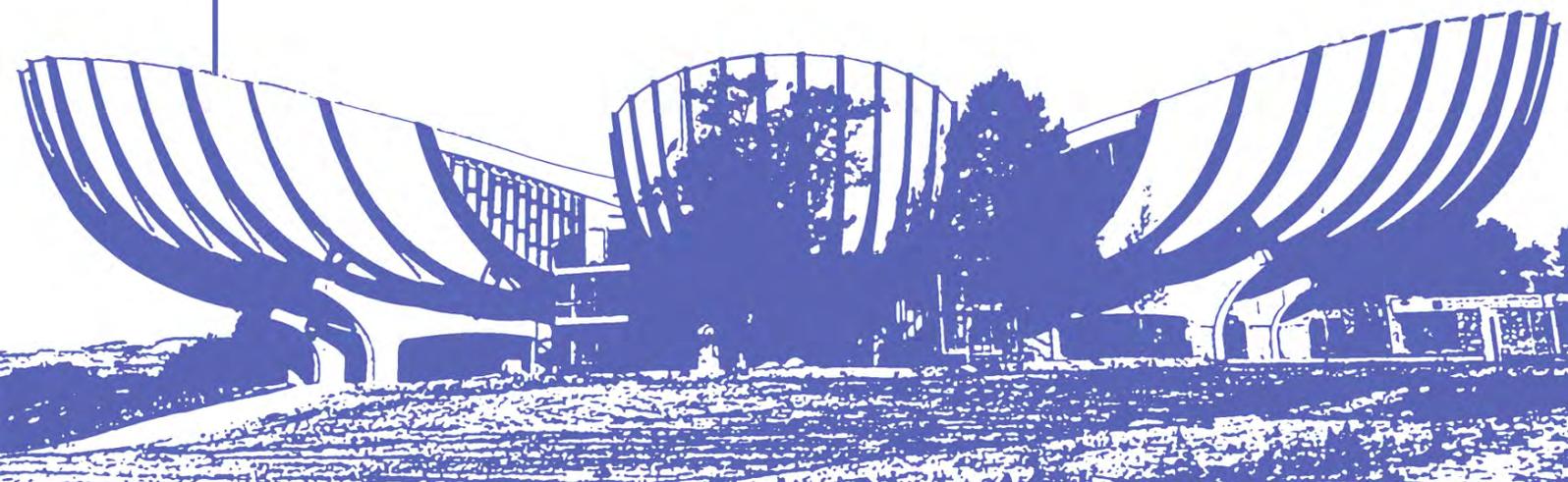


Combat anti-fasciste en Angleterre (1925-1939)

Amirpasha Tavakkoli

Que faire pour sauver la démocratie parlementaire contre le fascisme ? Cette question occupe une place centrale pendant la période de l'entre-deux-guerres en Grande-Bretagne. L'Union des forces démocratiques arrive à rassembler les différents partis politiques anglais dans l'objectif de combattre l'Union britannique des fascistes, représentée par Oswald Mosley.

Dans cette contribution, nous nous concentrerons sur le rôle positif des diverses dispositions juridiques (présentes dans la constitution du Royaume-Uni) pour faire barrage à l'ascension de Mosley au pouvoir. En effet, la réflexion sur la démocratie militante est d'ores et déjà présente dans la Grande-Bretagne des années 30. A l'heure du triomphe politique de la propagande fasciste dans certains pays européens, l'Angleterre fait partie des rares pays qui ont pu arrêter la montée du fascisme de façon définitive. Nous tentons d'approfondir les raisons du succès de l'Angleterre dans la lutte contre le fascisme, en nous intéressant aux particularités de la démocratie parlementaire britannique, à ses principes et ses mécanismes de défense.



Amirpasha Tavakkoli

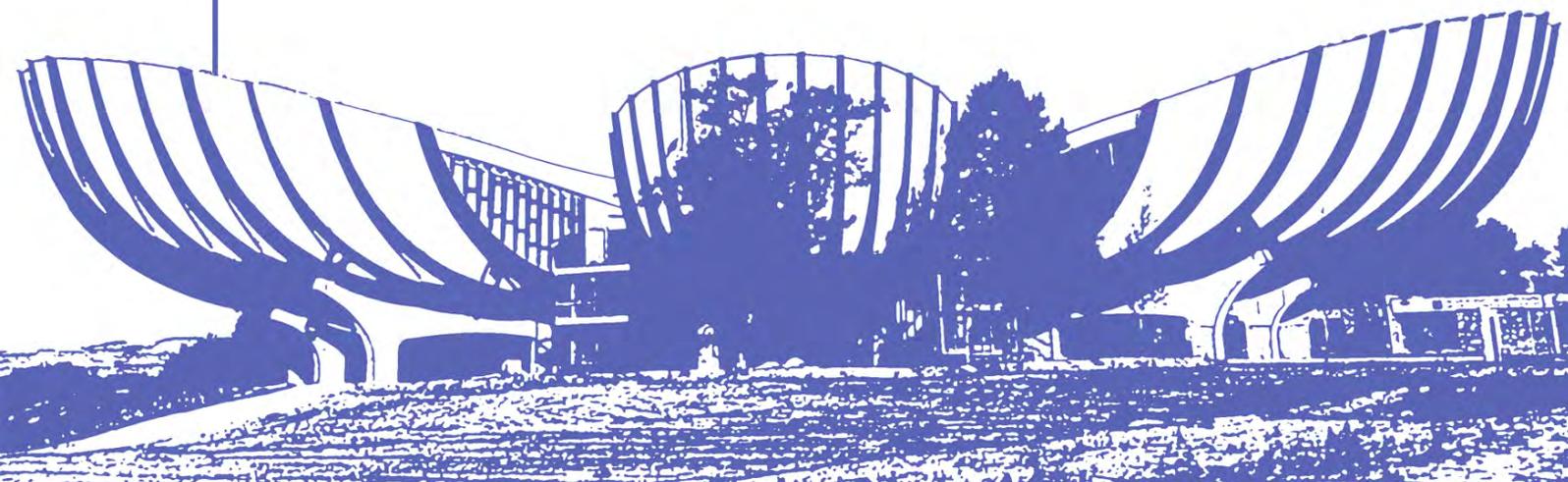
Amirpasha Tavakkoli est docteur en sciences politiques et enseigne à Sciences Po et à l'Institut catholique de Paris. Dans ses travaux de recherche, il essaye de mettre en dialogue la philosophie politique avec le féminisme et la psychanalyse. Il s'intéresse particulièrement aux mouvements politiques qui se sont inspirés de la Révolution française.

Publications choisies :

« Voir vite et loin : le rendez-vous iranien de Simone de Beauvoir », Chère Simone de Beauvoir, [En ligne], 6 mai 2019. URL : <https://lirecrire.hypotheses.org/1450>

« Burke (Edmund) », *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*. Mis en ligne le 12 mai 2021. URL : <http://publictionnaire.humanum.fr/notice/burke-edmund>.

« Le destin de l'état de nature à l'époque du progrès des sciences et des arts », in : Thomas Ebke & Caterina Zanfi (dir.), *Das Leben im Menschen oder der Mensch im Leben ? Deutsch-Französische Genealogien zwischen Anthropologie und Anti-Humanismus*, Potsdam: Universitätsverlag Potsdam, 2017, pp. 223-237.



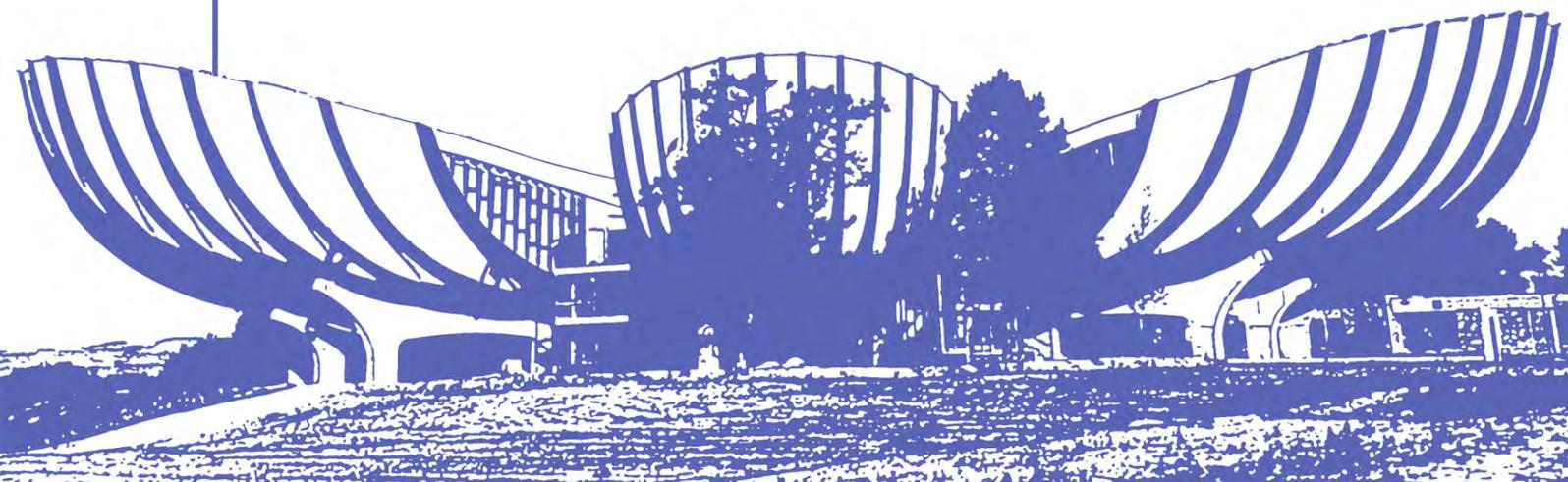
L'enracinement démocratique dans la pensée d'Ernst Troeltsch

Bérénice Palaric

Député du DDP au Parlement prussien à partir de février 1919, sous-secrétaire au ministère de la culture et de l'éducation, co-rédacteur du programme culturel de son parti et journaliste politique, le « démocrate de raison » Ernst Troeltsch (1865-1923) a toujours considéré que le succès de la démocratie allemande dépendait d'un travail culturel de grande envergure, seul à même de transformer la démocratisation *politique pragmatique* en une démocratisation *culturelle légitime et effective*. C'est tout l'enjeu de son œuvre tardive dont le point nodal - l'élaboration d'une « synthèse culturelle du présent » - a pour but l'invention d'une démocratie spécifiquement allemande à travers une refondation de la philosophie de l'histoire. Dans cette communication, je voudrais revenir sur ce projet afin de redonner toute son ampleur à la réflexion démocratique de Troeltsch dont les *Spektator-Briefe*, lorsque considérées isolément, donnent une image réductrice. Je voudrais notamment revenir sur les deux grands axes de la synthèse culturelle qui conditionnent selon Troeltsch l'enracinement démocratique et qui ont trouvé des applications concrètes dans ses propositions politiques :

1. **L'articulation étroite de la science et des besoins de la vie pratique dans le but de responsabiliser les intellectuels** : un des grands enjeux de la démocratisation de l'Allemagne passe pour Troeltsch par une responsabilisation des intellectuels ; c'est un des thèmes récurrents des critiques qu'il adresse aux intellectuels allemands qu'il oppose aux intellectuels des démocraties traditionnelles, notamment anglosaxons, lesquels seraient responsables, pragmatiques, privilégiant l'éthique du compromis sur l'éthique du choix absolu mais impraticable. Or, Troeltsch lie étroitement cette irresponsabilité au découplage, survenu au cours du 19^e siècle, entre la science et la vie pratique ainsi qu'à la tradition spéculative allemande. Il considère ainsi que la responsabilisation des intellectuels trouve sa condition de possibilité première dans une refondation philosophique et historique du lien étroit entre science et vie pratique à même de penser leur détermination réciproque.

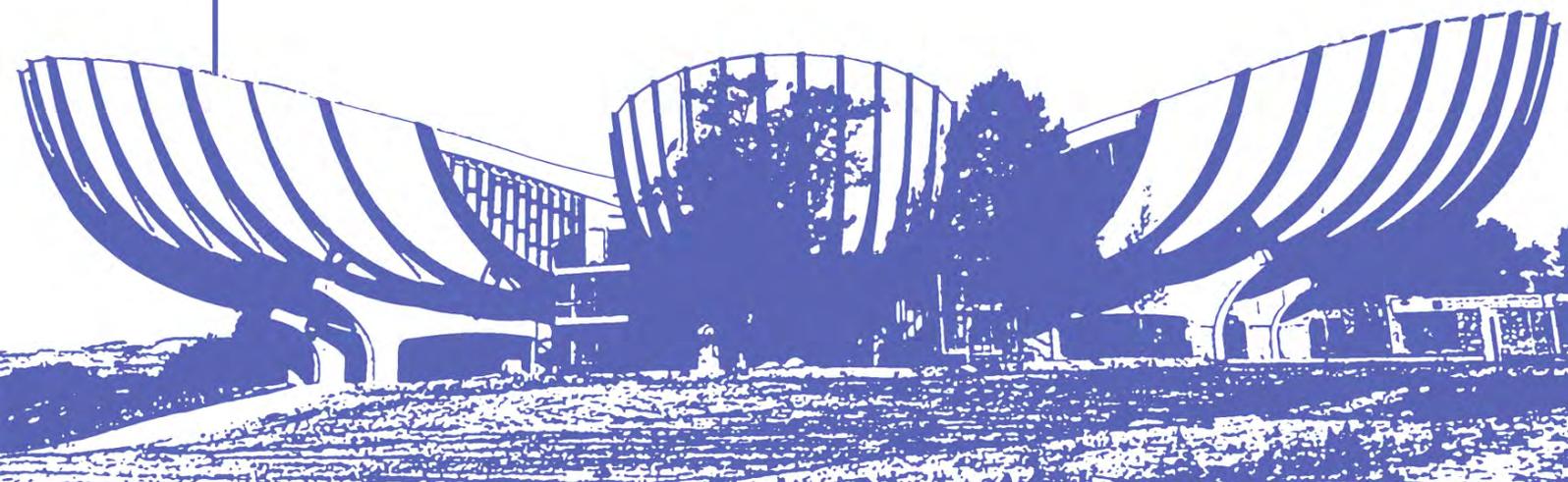
2. **La traduction critique des idéaux culturels allemands dans les termes démocratiques dans le but de construire une démocratie spécifiquement allemande**



...

en continuité avec l'héritage historique : Troeltsch est en effet convaincu que la démocratie ne deviendra légitime et ne pourra s'enraciner qu'à deux conditions : a) elle ne doit plus être considérée comme « étrangère » ni suspectée d'impérialisme moral ; b) ni être construite *ex nihilo*, sans continuité historique. L'enjeu de la synthèse culturelle du présent vise ainsi une ressaisie réflexive et critique de l'histoire allemande, de son héritage européen, et de ses valeurs, afin de donner à ces dernières un nouveau corps démocratique – et en retour remplir le corps démocratique d'idéaux *dont la validité est déjà existante* et qui puissent introduire les contre-poids nécessaires à la démocratie si elle ne veut pas succomber à ses propres dérives. Ce travail, qu'il faut plutôt concevoir comme direction et qui est dans son accomplissement même source de démocratisation, est notamment au cœur de la réflexion de Troeltsch sur l'élaboration d'un parlementarisme efficace et sur la réforme de l'éducation et le rôle de l'histoire à cet égard.

En conclusion, on pourra revenir sur une ambiguïté de Troeltsch quant à la mise en œuvre concrète de la synthèse (rôle de l'aristocratie, communautés ou « germes d'irrationalité » au cœur du tissu social...) et sur la double temporalité qu'elle implique, entre nécessité immédiate et processus de longue durée.



Bérénice Palaric

Agrégée titulaire d'allemand et doctorante contractuelle avec mission d'enseignement au sein du département d'Etudes germaniques de l'Université Sorbonne-Lettres, je réalise ma thèse sous la direction du Professeur Olivier Agard sur l'oeuvre tardive d'Ernst Troeltsch (1917-1923) et son projet de « synthèse culturelle du présent ».

Un triple intérêt sous-tend mes différents travaux de recherche :

1. les penseurs critiques contemporains (Slavoj Žižek et le Cercle de Ljubljana, Judith Butler, désormais Charles Taylor et Hans Joas) et plus anciens (Nietzsche, les penseurs critiques de la République de Weimar notamment),
2. l'épistémologie des sciences sociales et humaines,
3. le dialogue interdisciplinaire.

Dans le cadre de ma thèse, je cherche à comprendre la signification de la refondation de la philosophie de l'histoire, qui est le projet nodal de la pensée tardive de Troeltsch. Il s'agit notamment de mettre en lumière les enjeux de la synthèse culturelle du présent pour la démocratie et pour le christianisme, et d'envisager la synthèse comme une expérience intégrale qui articule l'approche scientifique, éthique-critique, l'expérience religieuse-métaphysique, le pragmatisme et la créativité dans une forme d'« humanisme » renouvelé.

En complément de mon doctorat, je fais un master de théologie protestante à l'Université de Strasbourg (Unistra) afin de comprendre le protestantisme et son influence plurielle sur la pensée philosophique allemande de la fin du 19^e et du début du 20^e siècle, et ainsi mieux saisir les enjeux de la réflexion de la *Kulturphilosophie* de Troeltsch. Dans ce cadre, je réalise un stage sous la direction de Philippe Portier au laboratoire de recherche du GSRL (EPHE-CNRS), dont l'objectif est de repenser une épistémologie des laïcités et des nouvelles formes de religiosité.



Hermann Heller und der demokratische Beamte

Marcus Llanque

Marcus Llanque

Promotion 1997 und Habilitation 2004 an der Humboldt Universität zu Berlin
Heisenberg-Stipendiat der Deutschen Forschungsgemeinschaft 2005-2007
Forschungsaufenthalte an der Columbia University/NYC 2005/2006 und an der
London School of Economics 2007
Seit 2008 Professor für Politische Theorie an der Universität Augsburg

Arbeitsschwerpunkte:

Demokratietheorie, Republikanismus, politische Ideengeschichte,
Verfassungstheorie, Menschenrechte

Publikationen (Auswahl):

Politische Ideengeschichte. Ein Gewebe politischer Diskurse, München/ Wien
(Oldenbourg-Verlag) 2008

„Der Einfluß von Max Weber auf die Entstehung der Politikwissenschaft in
der Weimarer Republik“, in: Manfred Gangl, Hg., *Das Politische. Zur Entstehung der
Politikwissenschaft während der Weimarer Republik*, Frankfurt/M. u.a. 2008, S. 193-
215.

„Hermann Heller als Ideenpolitiker. Politische Ideengeschichte als Arsenal des
politischen Denkens“, in: Marcus Llanque, Hg., *Souveräne Demokratie und soziale
Homogenität. Das politische Denken Hermann Hellers*, Baden-Baden (Nomos-
Verlag) 2010, S. 93-116.

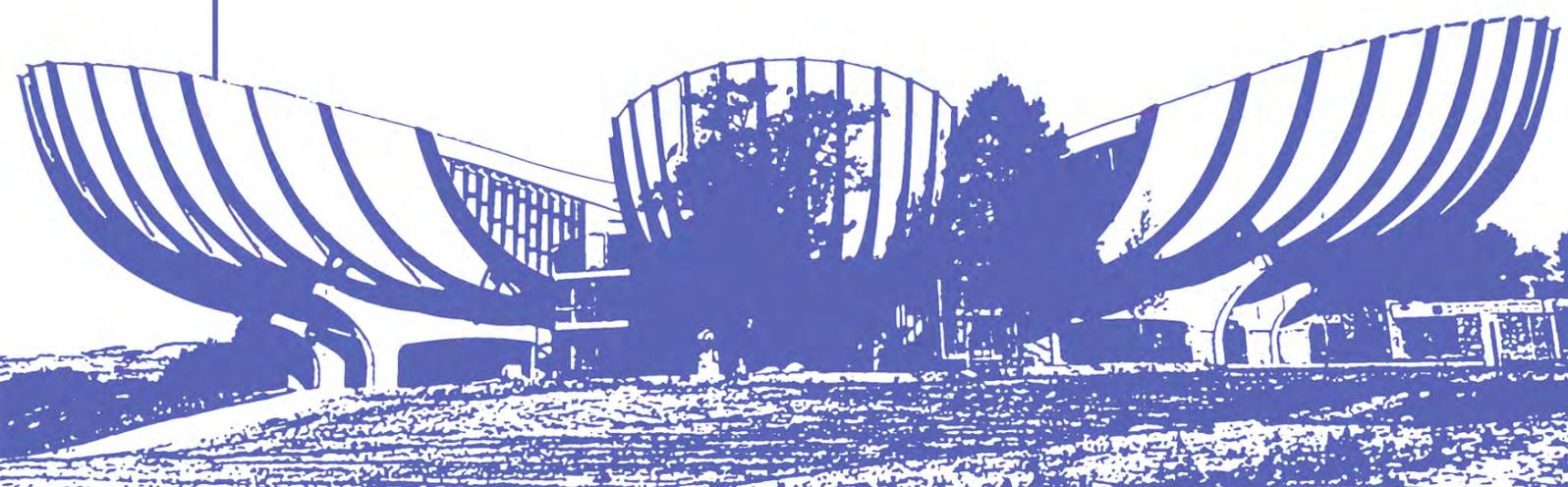
„Der Weimarer Linksliberalismus und das Problem politischer
Verbindlichkeit: Volksgemeinschaft, demokratische Nation, Staatsgesinnung bei
Heuss, Preuß und Meinecke“, in: Jörn Leonhard / Doering-Manteuffel, Hg.,
Liberalismus im 20. Jahrhundert, Stuttgart (Steiner) 2015, S. 157-181



Die Wehrhaftigkeit der Demokratie in der Zwischenkriegszeit: Deutsche Debatten

Jens Hacke

Die Weimarer Republik sah sich in der Zwischenkriegszeit von links und rechts bedroht, und es wurde im Staatsrecht die Frage diskutiert, welche Maßnahmen eine Demokratie ergreifen muss, um sich gegen die Gegner des liberalen Verfassungsstaates zu schützen. Carl Schmitt hat dieses Problem sehr klar gesehen, und Hermann Heller forderte einen Republikanismus, der - wenn notwendig - auch zu den Waffen greift, um den Staat zu verteidigen. Den Reizpunkt der Debatte setzte Kelsen, der es zum Identitätskriterium der Demokratie machte, dass sie eben keine Garantie für ihren Erhalt bieten könnte. Wie sich aus dieser Debatte das Konzept der wehrhaften Demokratie entwickelte, dass soll im Tagungsbeitrag nachgezeichnet werden.



Jens Hacke

Jens Hacke vertritt seit August 2020 die Professur für Vergleichende Politische Kulturforschung an der Universität der Bundeswehr in München.

Promotion 2005 mit einer Arbeit zur politischen Philosophie in der Bundesrepublik. Als Postdoc, Leitung des Forschungsprojektes „Politische Mythen“ im Sonderforschungsbereich 640 „Repräsentationen sozialer Ordnungen im Wandel“ (2004-2008).

2017: Habilitation an der Humboldt Universität zu Berlin mit einer Arbeit über die „politische Theorie des Liberalismus in der Zwischenkriegszeit“

Es folgten Professurvertretungen an der Martin-Luther-Universität Halle Wittenberg (2016-2018) und an der Universität Greifswald (2018/19).

Forschungsschwerpunkte :

Politische Theorie und Ideengeschichte im 19./20. Jahrhundert, Demokratietheorie, Politische Kulturforschung, Politische Mythen, Intellectual History, Konzeptionen der Solidarität in der Zivilgesellschaft, Liberalismus- und Konservatismusforschung

Publikationen (Auswahl)

„Die Bundesrepublik als Ergebnis liberaler Lernerfahrung? Zur ideengeschichtlichen Bedeutung des Weimarer Erbes“, in: Karsten Fischer/Sebastian Huhnholz (Hg.), *Liberalismus. Traditionsbestände und Gegenwartskontroversen*, Baden-Baden 2019, S. 99-119.

Existenzkrise der Demokratie. Zur politischen Theorie des Liberalismus in der Zwischenkriegszeit, Berlin: Suhrkamp, 2018, 455 Seiten. (3. Auflage 2018)

„‘Volksgemeinschaft der Gleichgesinnten‘. Liberale Faschismusanalysen in den 1920er Jahren und die Wurzeln der Totalitarismustheorie“, *Mittelweg* 36, 23. Jg. (2014), Heft 4, S. 53-73.

Philosophie der Bürgerlichkeit. Die liberalkonservative Begründung der Bundesrepublik, Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht, 2006, 323 Seiten. (2. Auflage, 2008).

Die Bundesrepublik als Idee. Zur Legitimationsbedürftigkeit politischer Ordnung, Hamburg: Hamburger Edition, 2009, 129 Seiten.



« Demokratie nur für Demokraten ! ». Le discours d'Augsbourg de Wilhelm Hoegner (1931) : pour une axiologie du politique

Thomas Nicklas

En août 1931, deux manifestations ont eu lieu à Augsbourg pour commémorer les 12 ans de la République de Weimar, l'une organisée par les autorités, l'autre par le SPD et les syndicats. Lors du rassemblement socialiste, le député Wilhelm Hoegner réclama la protection de la démocratie et de la République, tout en critiquant la priorité donnée par les gouvernements du *Reich* et des *Länder* à la protection de l'État et de son autorité. Suffisamment bien armée contre des tentatives de putsch et des rébellions, la République fut sans défense face aux antidémocrates se servant des moyens démocratiques pour saisir le pouvoir.

Exilé en Suisse (1934-45), Hoegner renforça cette réflexion sur la défense de la démocratie, d'un point de vue pratique. Les concepts du fédéralisme, de l'autonomie communale, de la démocratie directe et militante (interdiction de partis politiques) prirent une place importante dans le cadre de ce travail réflexif. En un troisième temps, on étudiera le rôle assumé par Hoegner pour la naissance de la nouvelle constitution démocratique de Bavière (1946), ainsi que son activité comme ministre et chef du gouvernement bavarois. Comment Hoegner a-t-il contribué à la formation d'une axiologie politique tenant compte de l'échec de Weimar et des expériences vécues lors de son exil en Suisse ?

Thomas Nicklas

Thomas Nicklas exerce comme professeur de civilisation des pays de langue allemande à l'Université de Reims Champagne-Ardenne, où il fait partie du Centre de recherche CIRLEP.



Wer schützt die Demokratie: der Verfassungsgerichtshof oder der Präsident? Das Ende der Demokratie in der Weimarer bzw. der Ersten Republik, 1933/1934

Péter Techet

Im sog. Weimarer Methodenstreit war eine der umstrittensten Fragen, wer die Verfassung (einer Demokratie) verteidigen könne. Während der Österreicher Hans Kelsen die Verfassungsgerichtsbarkeit – die in der Ersten Republik auch institutionalisiert wurde (Verfassungsgerichtshof) – als Verteidigerin der Demokratie konzeptualisierte, wies Schmitt die Aufgabe, eine Verfassung (eine Demokratie) zu hüten, nicht Institutionen – gar nicht einem Gerichtshof –, sondern Personen – in concreto: dem Reichspräsidenten – zu. In der Debatte trafen sich zwei unterschiedliche Rechts- und Demokratiekonzepte aufeinander: Kelsen verstand das Recht als System ergebnisoffener, politischer Relationen und Prozesse bzw. die Demokratie als Pluralismus und Relativismus; Schmitt hingegen hatte ein konservativ-autoritäres Rechts- und ein antipluralistisches Demokratieverständnis.

Die Debatte, wie sich eine demokratische Verfassung verteidigen lässt, war in der Zwischenkriegszeit immer weniger rein theoretischer Natur. Beide Länder – sowohl Österreich als auch Deutschland – wurden 1933 bzw. 1934 autoritär/totalitär: In Deutschland erfolgte sich die NS-Machtergreifung im formalen Rahmen der Weimarer Verfassung, der Reichspräsident – den Schmitt als „Hüter der Verfassung“ bezeichnete – konnte die inhaltliche Abschaffung der Demokratie und der Verfassung nicht aufhalten. In Österreich setzte die Regierung von Engelbert Dollfuß – nachdem sie auch das Parlament ausgeschaltet hatte – eine neue, autoritäre Verfassung durchsetzen; der Verfassungsgerichtshof (VfGH), dem Kelsen die Aufgabe der Demokratie- und Verfassungsverteidigung zu übertragen wusste, war nicht imstande, die autoritäre Wende aufzuhalten. Ganz im Gegenteil: Dollfuß beseitigte den VfGH – aufgrund eines „kriegswirtschaftlichen Ermächtigungsgesetzes“ (!) aus dem Ersten Weltkrieg.



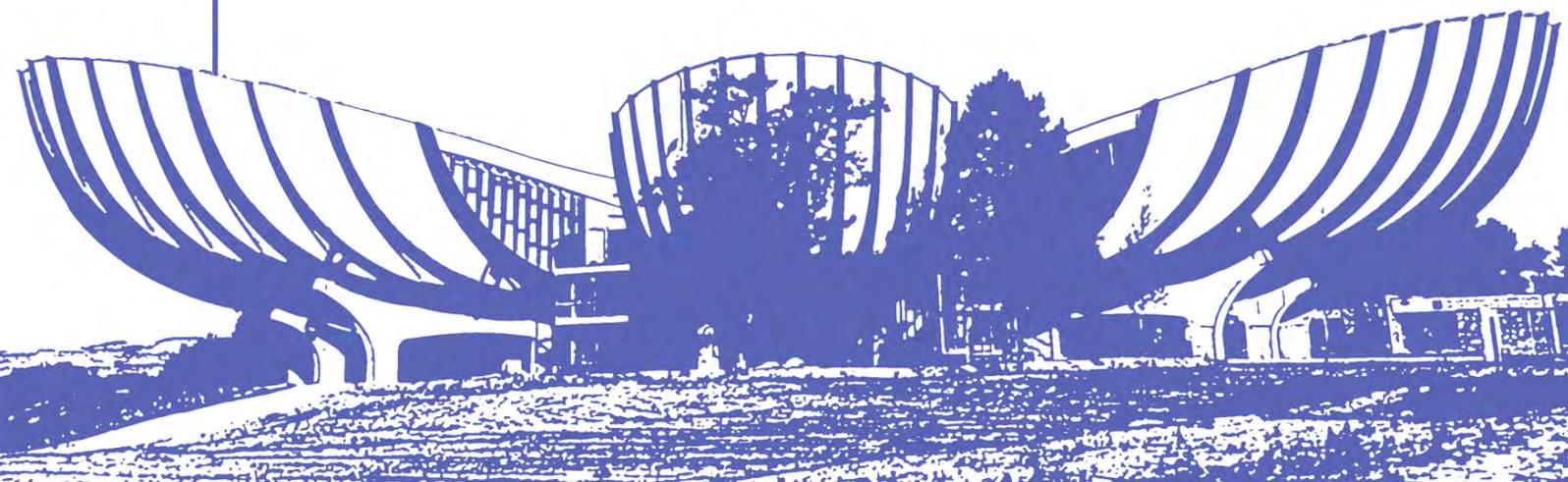
...

Historisch gesehen erwiesen sich beide Theorien darüber, ob eine Person (der Reichspräsident) oder eine Institution (der Verfassungsgerichtshof) die Verfassung effektiv hüten (verteidigen) kann, falsch. Kelsen musste es schon in der Emigration zusehen – er verließ bereits 1930 Österreich, nachdem er als Verfassungsrichter qua Verfassungsänderung abgesetzt worden war, er ging zuerst nach Deutschland, dann 1933 in die Schweiz –, Carl Schmitt akzeptiert die „normative Kraft des Faktischen“ und schloss sich dem neuen nationalsozialistischen Regime an.

Aufgrund einer rechtshistorischen Analyse der NS-Machtergreifung (1933) und der autoritären Verfassungsgebung in Österreich (1934) will ich in meinem Vortrag den Fragen nachgehen,

- (1) warum weder der Reichspräsident noch der Verfassungsgerichtshof die Demokratie vor demokratiefeindlichen Tendenzen schützen konnten;
- (2) ob und wie die Kelsensche „Reine Rechtslehre“ und Schmitts Rechtslehre die autoritären Wenden reflektierten; sowie
- (3) welche Konsequenzen aus den damaligen rechtstheoretischen Vorschlägen und ihrem historischen Scheitern für die heutigen Debatten, um die Demokratie zu ziehen sind.

In vielen europäischen Staaten (Ungarn, Polen usw.) sind wir gegenwärtig ähnlichen Herausforderungen konfrontiert, welche im Weimarer Methodenstreit zwar erörtert, aber – wie die Geschichte zeigt – nicht effektiv abgewehrt werden konnten. Insofern ist eine kritische Analyse der damaligen Ereignisse auch für die Gegenwart relevant und lehrreich.



Péter Tschet

Promotion 2019 in Mittlerer und neuerer Geschichte an der Johannes-Gutenberg-Universität, Mainz, und in Rechtswissenschaften an der Péter Pázmány Katholische Universität, Budapest.

Seit August 2020: wissenschaftlicher Mitarbeiter (DFG Eigene Stelle) Rechtswissenschaftliche Fakultät der Albert-Ludwigs-Universität, Institut für Staatswiss. und Rechtsphilosophie Freiburg/Br., Deutschland.

2020: Förderpreis der Fritz und Helga Exner-Stiftung zur besten Doktorarbeit

2019-2020: Visiting Fellow Remarque-Institute, New York University.

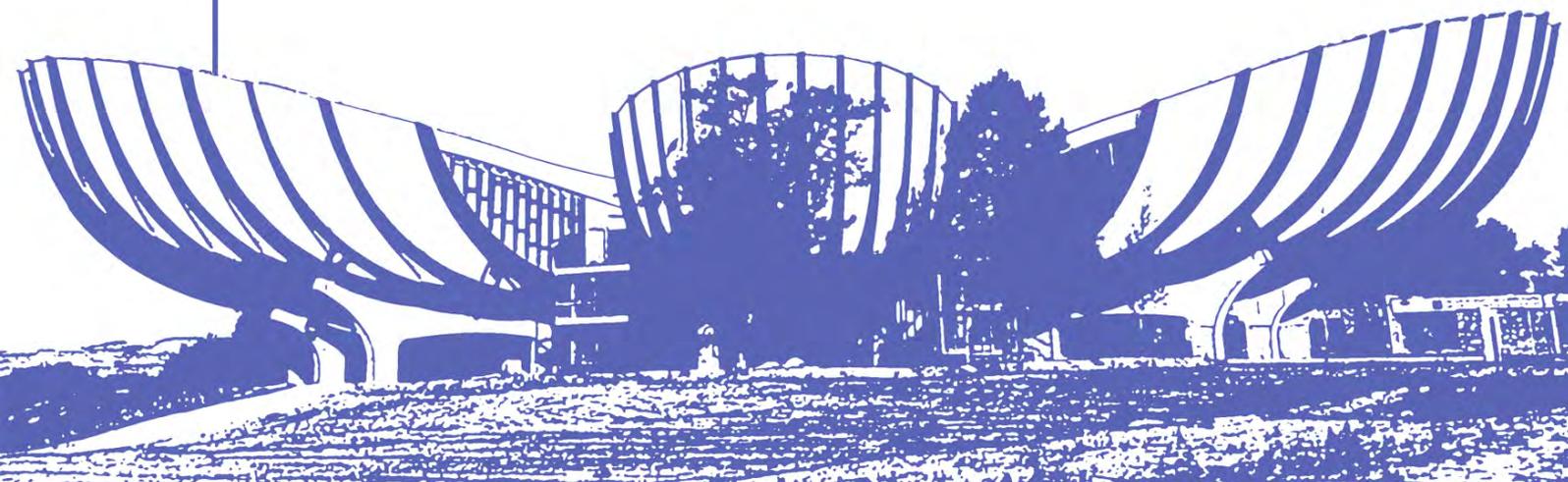
Veröffentlichungen (Auswahl)

Jog mögötti akarat. Metapozitivista kísérletek a német jogtudományban: Carl Schmitt és Ernst Forsthoff [Der Wille hinter dem Recht. Metapositivistische Versuche in der deutschen Rechtswissenschaft: Carl Schmitt und Ernst Forsthoff], Budapest 2021 [im Erscheinen]

Umkämpfte Kirche. Innerkatholische Konflikte im österreichisch-ungarischen Küstenland 1890–1914, Göttingen, 2020 [im Erscheinen]

Gotteslästerung in Europa. Religionsvergehen und Religionskritik seit 1500. Materialien für den Unterricht. Schwalbach am Taunus, 2017 (gemeinsam mit Eveline G. Bouwers et al.)

Carl Schmitt. Egy szellemi kalandor [Carl Schmitt. Ein geistlicher Abenteurer] Gödöllő/Máriabesnyő, 2013.



Der Volksbegriff in den Demokratieverständnissen der politischen Parteien der Ersten Republik Österreich

Hanno Rebhan

Die demokratische Republik in Österreich war – wie der Historiker Ian Kershaw richtig feststellte – nach dem Zerfall der Habsburgermonarchie auf einer wackeligen Basis errichtet worden. Eine Konsolidierung der Demokratie in Österreich fand nicht statt. Ein immanenter Grund für diese unsichere Basis war die Tatsache, dass in den Regierungsparteien Eliten fehlten, welche die existente Demokratie der Ersten Republik in letzter Konsequenz unterstützten. Jede der Regierungsparteien verfolgte das Ziel einer idealen Demokratie, die erreicht werden sollte, wobei die existente Form der Demokratie, die liberaldemokratisch-parlamentarische Verfassungsordnung, deren „Architekt“ der Rechtspositivist Hans Kelsen war, überwunden gehöre.

Doch wieso sollte eigentlich eine andere, ideale Form der Demokratie erreicht werden? Das bürgerliche- und das deutschnationale Lager antworteten darauf, dass in der existenten Demokratie das „Volk“ und der „Volkswille“ falsch repräsentiert würden, während die Sozialdemokraten das „arbeitende Volk“ in der damals bestehenden Demokratie als unterdrückt betrachteten, weswegen eine „Herrschaft des Volkes“ entweder verfälscht sei oder gar nicht existiere. Gleichzeitig waren die einzelnen Parteien davon überzeugt, dass die von ihnen entwickelten „idealen Demokratien“ die „Repräsentation des Volkes“ erfüllten, wodurch der „Volkswille“ korrekt ausgedrückt werde.

Dieser Vortrag widmet sich somit der Frage, welche Vorstellungen die politischen Parteien der Ersten Republik von „Volk“ und von „Volkswillen“ als Basis ihrer Demokratieverständnisse besaßen. Um ein besseres und umfangreiches Verständnis für die weit verbreitete Überzeugung zu erlangen, wieso die existente liberale Demokratie der Ersten Republik überwunden gehöre, wird dieser Vortrag den Volksbegriff sowie die Demokratietheorie Hans Kelsens beleuchten, analysieren und einen Bezug zu den Volksbegriffen der politischen Parteien herstellen. Dabei sollen



...

auch die Fragen nach dem „Volkswillen“ und der „Repräsentation des Volkes“ in den Kontext der Demokratietheorie Hans Kelsens gestellt und Unterschiede herausgearbeitet werden. Außerdem wird auf direkte Kritik von Hans Kelsen an den Demokratieverständnissen der Parteien eingegangen.

Die Analyse des Volksbegriffes dient einem umfangreichen und tiefen Verständnis für die Demokratiebegriffe innerhalb der Parteien und zeigt auf, wieso die existente Demokratie nicht in letzter Konsequenz unterstützt wurde.

Hanno Rebhan

2019. Doktoratsstudium an der Universität Wien.

März 2013: Diplomstudium Geschichte an der Universität Wien, mit Auszeichnung bestanden (Diplomarbeit: Demokratie und Cisleithanien. Demokratische Elemente und Demokratiedebatten in der österreichischen Reichshälfte der Habsburgermonarchie 1867–1918).

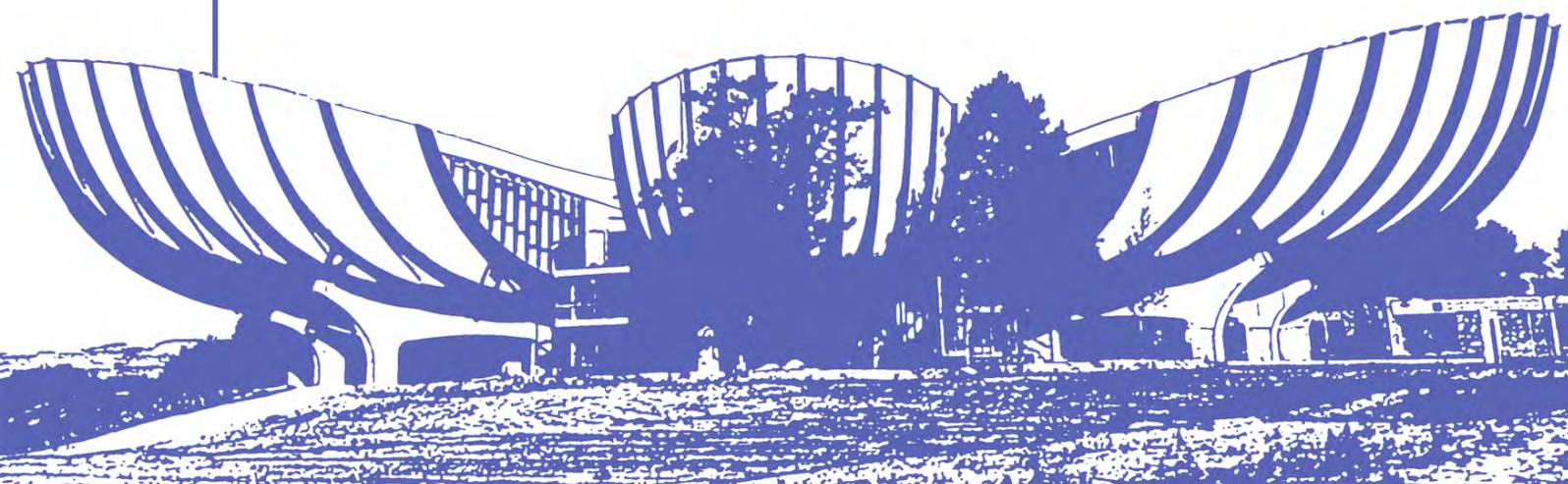
Juli 2011: Diplomstudium Politikwissenschaft an der Universität Wien, mit Auszeichnung bestanden (Diplomarbeit: Die frühmodernen österreichischen Verfassungsstaaten in der Habsburgermonarchie. Die Pillersdorfsche Verfassung, die Staatsgrundgesetze 1867 und deren Verfassungswirklichkeiten als Grundlage staatlicher Ordnung).

Publikationen (Auswahl):

„Die politischen Parteien als Träger des Staatswerdungsprozesses. Monarchie oder Republik? Die Entscheidung zur Staatsformfrage innerhalb der Parteien“. in: Robert Kriechbaumer, Michaela Maier et al. (Hrsg.), *Die junge Republik. Österreich 1918/19*. Wien: Böhlau-Verlag, 2018, S. 23-46

„‘Es herrschen die Parteien‘. Die Demokratieverständnisse der Christlichsozialen Partei in der Ersten Republik Österreich 1918-1933“, in: Réka Szentiványi, Béla Teleky (Hrsg.), *Brüche - Kontinuitäten - Konstruktionen: Mitteleuropa im 20. Jahrhundert*, Wien: new academic press, 2017, S. 135-156.

Entwicklung zur Demokratie in Österreich: Verfassung, Kampf um Gleichstellung und Demokratiedebatten in der Habsburgermonarchie (1867-1918), Marburg: Tectum Verlag, 2014.



Ancrer le Parlement comme charnière de la démocratie et lui donner de nouvelles perspectives. L'exemple des discussions des groupes parlementaires SPD et FGDS à la fin des années 1960

Nicolas Batteux

La France et la République fédérale d'Allemagne eurent pour point commun la création de nouveaux régimes politiques dans l'après-guerre : la Ve République en 1958 pour la France, la RFA dès 1949. L'objectif de ces deux régimes, leur identité propre, s'est bâtie sur le rejet d'expérimentations ou de traditions politiques passées, sous le signe de la rupture et du renouveau démocratique. Exécutif fort en réaction à l'instabilité politique chronique de la IIIe, et surtout, de la IVe Républiques en France ou au contraire, réduction à la portion congrue des prérogatives du Président de la République et mise au centre du jeu politique du *Bundestag*, en réaction à la République de Weimar et au national-socialisme, en RFA.

Partant de ce constat, cette proposition de contribution examinera les réflexions et discussions qui eurent lieu sur le régime démocratique dans les deux pays à la fin des années 1960 au Parlement, à l'exemple des groupes parlementaires SPD en RFA et FGDS en France.

La fin des années 1960 représenta un moment de tension dans le rapport à la démocratie dans les deux pays. Les années 1968 comme mouvement de protestation face aux structures de l'État perçues comme sclérosées furent parfois stylisées comme une crise du parlementarisme et, plus généralement, comme une crise de la démocratie représentative.

La question de l'« enracinement » et de la « défense » de la démocratie se posa ainsi avec une acuité particulière à cette époque, avec un aller-retour permanent entre les expériences passées, en particulier celles de l'entre-deux-guerres, et la situation contemporaine. Il s'agirait dans cette contribution d'examiner de manière plus approfondie et dans une perspective comparée comment les députés socialistes et sociaux-démocrates ont justifié leur action en faveur de la démocratie à partir de leur



...

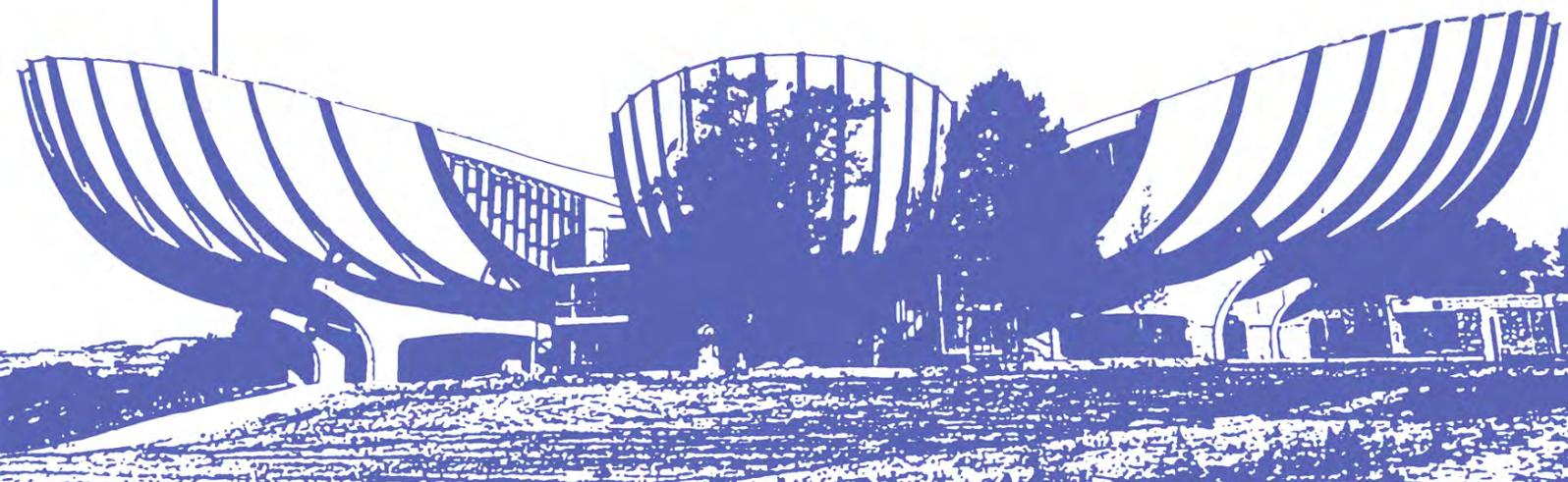
rapport au passé, ainsi que les innovations et réflexions politiques pour « ancrer » l'attachement de la population à la démocratie représentative. Jugée comme une simple « chambre d'enregistrement », l'Assemblée nationale française fit l'objet de retours critiques de députés de la FGDS, à l'instar d'André Chandernagor qui publia en 1967

Un Parlement, pour quoi faire?, dans le prolongement des critiques déjà articulées par François Mitterrand en 1964 dans *Le coup d'État permanent*. Les débats parlementaires des années 1967-1968 donnèrent également lieu à des débats houleux quant au rôle des députés dans le fonctionnement de la démocratie française. Le diagnostic d'une défaillance du parlementarisme comme modalité de pouvoir démocratique se fit également en République Fédérale à la même époque, alors que l'on aurait pu penser, au vu des importantes prérogatives dévolues au *Bundestag*, que ce diagnostic aurait pu se limiter à la France. On s'intéressera ainsi aux débats autour de la législation sur l'état d'urgence, dans laquelle certains virent une résurgence de la République de Weimar et de son incapacité à imposer durablement un régime démocratique sur le sol allemand. Ces débats polarisèrent de manière très forte le groupe social-démocrate.

Des réformes furent envisagées, pour faire adhérer les citoyens davantage au processus démocratique et parlementaire. Une commission transpartisane, dans laquelle s'impliquèrent de jeunes parlementaires, dont Hugo Collet pour le SPD, fit ainsi des propositions pour ancrer davantage le Parlement.

Cette contribution visera donc à montrer les réinterprétations, les réappropriations de l'héritage politique de la première moitié du vingtième-siècle et à esquisser les réflexions sur les améliorations à apporter au Parlement pour le rendre plus « démocratique » à la fin des années 1960.

Le corpus s'appuie sur des procès-verbaux de séances plénières au Bundestag et à l'Assemblée Nationale, les travaux internes aux groupes, mais aussi sur des contributions dans la presse ou encore des essais rédigés par les parlementaires sur le rôle du Parlement dans la démocratie.



Nicolas Batteux

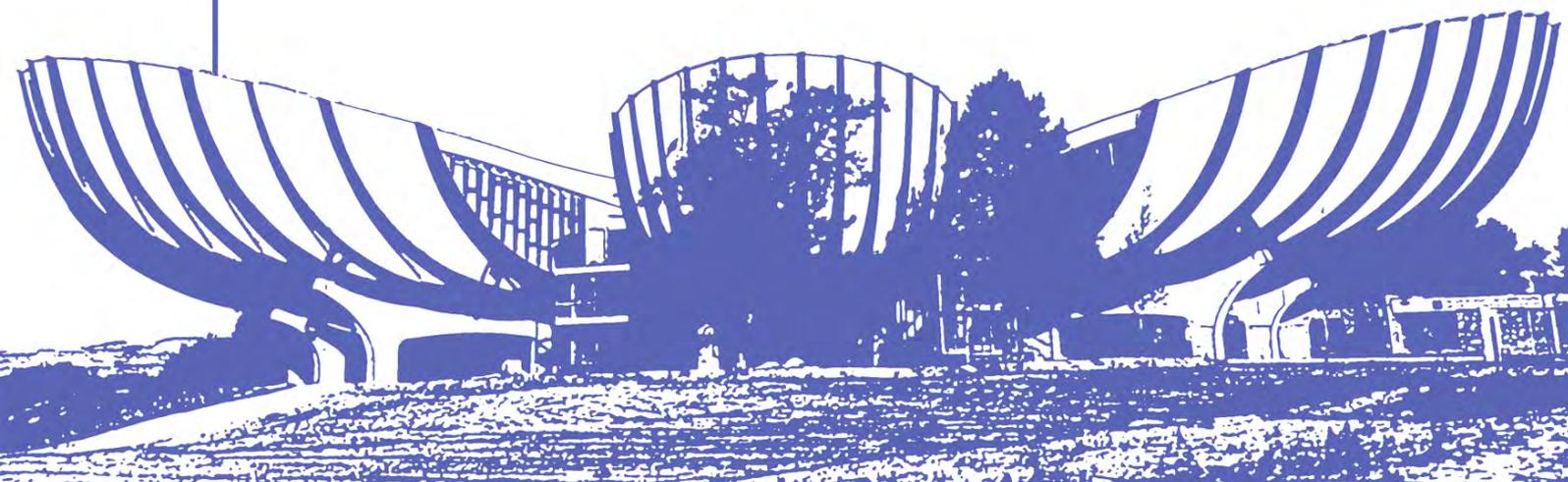
Agrégé d'allemand et actuellement ATER en civilisation allemande à l'Université de Bourgogne, Nicolas Batteux est doctorant en civilisation allemande à Sorbonne Université et à l'Université de Bonn (cotutelle) depuis septembre 2017. Il prépare sa thèse sous la direction d'Hélène Miard-Delacroix et de Joachim Scholtyseck sur la gestion des « années 1968 » par les groupes parlementaires socialiste en France et social-démocrate en RFA (1967-1972).

Dernières publications :

„Fehlende oder verdächtige Emotionen? Entemotionalisierungsprozesse bei den SPD-Bundestagsabgeordneten im Laufe der 68er Bewegung (1967-1972)“ (*en préparation*)

« Les femmes parlementaires sociales-démocrates au *Bundestag* durant les années 1968, entre marginalité et affirmation progressive (?) (1967-1972) », *Genre et Histoire* (soumis)

„Die 68er Bewegung mitten im Parlament: Selbstverständnis der französischen und westdeutschen Abgeordneten als Verkörperung der Demokratie am Beispiel der Sozialdemokraten und Sozialisten (1967-1972)“ [en ligne], in: HEUSS FORUM 2/2019, URL: www.stiftung-heuss-haus.de/heuss-forum_2_2019 [consulté le 6 décembre 2020].



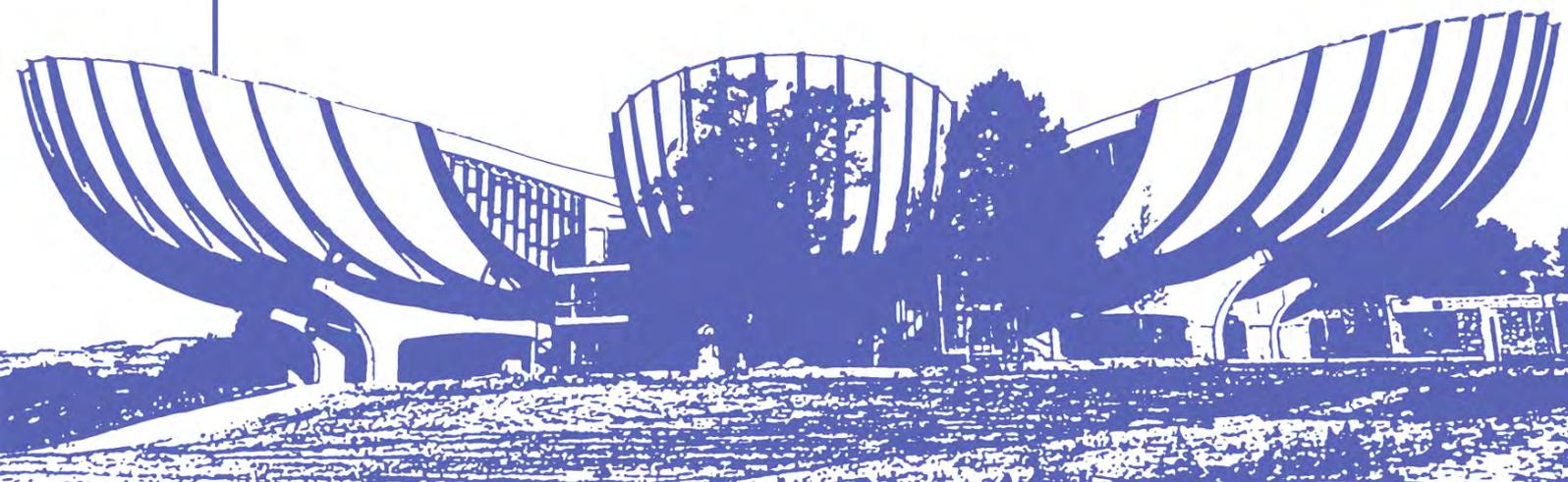
Gescheiterte Verteidiger der Weimarer Demokratie? – Die Begleitung der Reichspräsidentenwahlkämpfe 1925 und 1932 durch den Centralverein deutscher Staatsbürger jüdischen Glaubens.

Johann Nicolai

Der 1893 gegründete Centralverein deutscher Staatsbürger jüdischen Glaubens erkannte bereits gegen Ende des 19. Jahrhunderts die Gefahren, welchen von einem sich politisch formierenden Antisemitismus ausgingen. Zwar blieben die Erfolge der Kandidaten der Antisemitenparteien in den 1890er Jahren überschaubar und das politische System des deutschen Kaiserreichs kann fraglos nicht als demokratisch bezeichnet werden. Dennoch hatte der Erfolg dieser Kleinparteien erheblichen Einfluß auch auf andere Parteien, wie z.B. auf das „Tivoli-Programm“ der Deutschkonservativen Partei.

Nach Ende des für Deutschland verlorenen Ersten Weltkriegs mit seinen verheerenden Folgen des Versailler Vertrags schien sich eine ambivalente Situation für die deutschen Juden abzuzeichnen: Auf der einen Seite zeigte sich die neue republikanische Verfassung liberal und setzte demokratische Grundsätze in politischen System Deutschlands durch. Neben dem Reichstag wurde nun auch der Reichspräsident direkt vom Volk gewählt. Ein sich öffnendes Parteienspektrums ermöglichte vielen deutschen Juden, politisch aktiv zu werden. Unter ihnen waren auch viele Mitglieder des Centralvereins. Hinzu kam die stetige sprunghafte Erweiterung des Centralvereins, welcher bis zur Mitte der 1920er eindeutig zur größten Organisation des deutschen Judentums aufstieg. Auf der anderen Seite war das Wesen der jungen Republik von Beginn an krisenhaft gewesen. Durch die Bestimmungen des Versailler Vertrags wurden wichtige Gebiete von Reich abgetrennt. Die Kolonien in Übersee gingen gar gänzlich verloren. Die so genannte

„Dolchstoßlegende“ verortete die Schuld für die Kriegsniederlage und die wirtschaftliche Situation allein bei einer angeblich international agierenden Verschwörung des „Weltjudentums“. Besonderen Niederschlag fand dieses politische



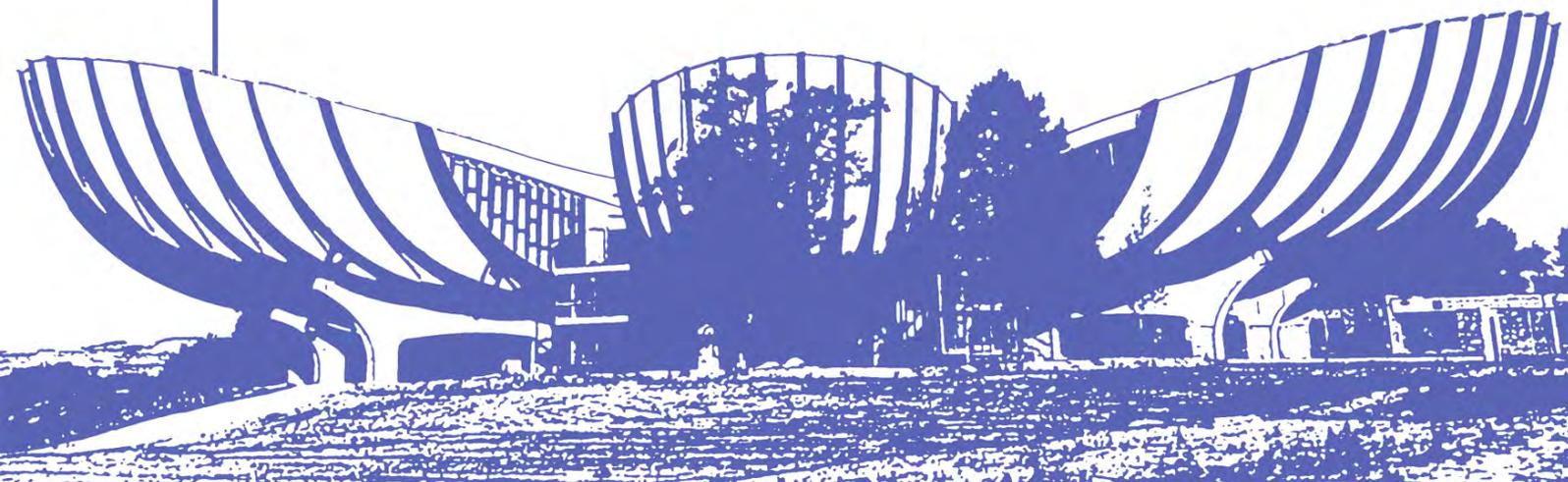
...

Klima in den Reichspräsidentenwahlen von 1925 nach dem plötzlichen Tode Friedrich Eberts und 1932, in welcher sich die kommende Machtübernahme der Nationalsozialisten bereits abzeichnete.

Der Centralverein bemühte sich, in dieser Situation sich jeweils hinter dem Kandidaten zu versammeln, welcher am stärksten für die Bewahrung der demokratischen Strukturen stand.

Dieses führte zu der paradoxen Situation, dass der Verein sich 1925 für den gemäßigten Kandidaten der Zentrumspartei, Wilhelm Marx, gegen den nationalkonservativen General Paul von Hindenburg einsetzte, letzteren aber wiederum im Wahlkampf im Jahr 1932 gegen Hitler unterstützte.

In meinem Vortrag möchte ich unter Bezugnahme auf die Pressepublikationen in der „C.-V.-Zeitung“ der entsprechenden Jahrgänge die Strategie des Centralvereins aufzeigen und analysieren. Spannend ist für mich auch der Punkt, in welcher Form die jeweiligen Kandidaten sich mit dem Centralverein in Verbindung setzten bzw. bewußt seine Nähe vermieden. Eckpunkte des Vortrags sind die jeweiligen Gedenkartikel zu den verstorbenen Reichspräsidenten Ebert (1925) bzw. Hindenburg (1934), welche auch die Rahmendaten für das politische Engagement des Centralvereins markieren.



Johann Nicolai

Dr. Johann Nicolai wurde 2014 durch die Universität Potsdam mit einem Forschungsprojekt zum Centralverein deutscher Staatsbürger jüdischen Glaubens in den Jahren 1933 bis 1938 promoviert.

Im Anschluss widmete sich Nicolai der Erforschung weiterer Aspekte der Geschichte des deutschen Judentums, wie beispielsweise dem deutsch-jüdischen Kriegspatriotismus im Ersten Weltkrieg und der jüdischen Emigration nach Übersee mit Schwerpunkten in Ostasien und Australien.

Darüber hinaus war er im Anschluss seines Post-Doc-Aufenthalts am Deutschen Historischen Institut Warschau im Januar 2018 war er für ein halbes Jahr am Berliner Institut für vergleichende Staat Kirche Forschung tätig, wo er sich mit der Geschichte des Judentums in der DDR auseinandersetzte. Die zuletzt übernommene berufliche Position war diejenige als Kurzzeit-Post- Doc an der Universität Haifa (2018). Des Weiteren ist Nicolai bis Ende 2020 an einem internationalen Forschungsprojekt der Universitäten Wroclaw und TU Dresden beteiligt, welche die Topographie der Schoah der Stadt Breslau/Wroclaw in den Jahren 1933 bis 1949 erforscht.

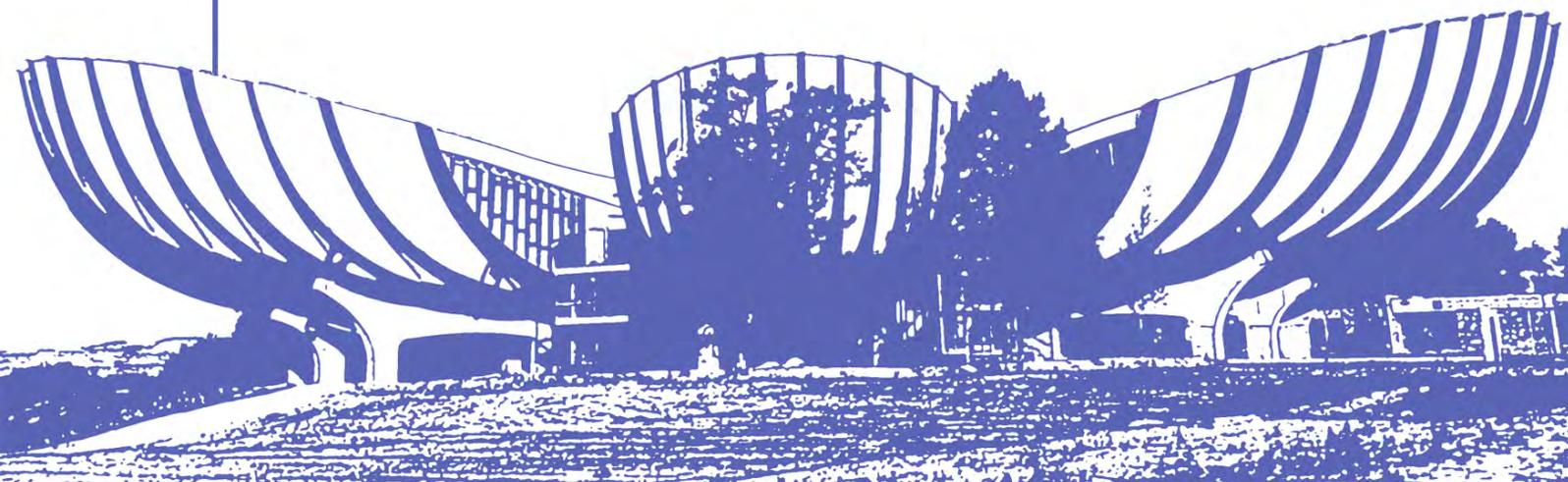
Publikationen (Auswahl):

„Fahrt nach Fernost“ – Der Fluchtweg des deutschjüdischen Journalisten Fritz Friedländer von Berlin über Schanghai nach Australien“, *Medaon*, 2019.

„Seid mutig und aufrecht!“. *Das Ende des Centralvereins deutscher Staatsbürger jüdischen Glaubens 1933-1938*, Berlin: be.bra Verlag, 2016.

„Erfolge unserer Arbeit“ – Jüdische Selbstbehauptung durch den Central-Verein (C.-V.) in den Jahren nach den Nürnberger Gesetzen“, in: *Der Jüdische Widerstand gegen die nationalsozialistische Vernichtungspolitik in Europa*, S. 211–22, 2016.

„Unsere Fohnen bringen euch Recht un Freiheit“ – Das deutsche Judentum zwischen Patriotismus, Antisemitismus und „Ostjudenfrage“, *Nordost-Archiv. Zeitschrift für Regionalgeschichte* 24 (2016), S. 143–157



Demokratie als Bildungsprojekt? Die Reichszentrale für Heimatdienst und Volkshochschulen in der Weimarer Republik

Pierre Schmuck

Das Forschungsprojekt untersucht Wechselwirkungen zwischen Bildung und Demokratie in der Weimarer Republik. Einerseits schien die Demokratie nach 1918/19 neue Bildungsmöglichkeiten für breite Bevölkerungsschichten zu eröffnen. Andererseits glaubten führende politische Akteure eine Notwendigkeit zu erkennen, die Bevölkerung in demokratischem Denken und Handeln zu unterweisen. Ausdruck dieses zeitgenössischen Interesses, eine demokratische Kultur mit Hilfe politischer Bildung zu etablieren, war die Gründung der Reichszentrale für Heimatdienst als einer für „staatspolitische Volksaufklärung“ zuständigen Regierungsbehörde. Aber auch innerhalb der deutschen Volkshochschulbewegung gewann eine „neue Richtung“ an Leitfunktion, die Volkshochschulen als Institutionen demokratischer und gesellschaftlicher Integration auffasste. Beide Institutionen entwickelten sich zwischen 1918 und 1933 zu maßgeblichen Trägern politischer Bildungsarbeit. Indem das Forschungsprojekt damit sowohl staatliche als auch gesellschaftliche Initiativen betrachtet, kann es die Komplexität der zeitgenössischen Ausgestaltung politischer Bildung angemessen erfassen.

Die Studie analysiert die Genese politischer Bildung als komplexen und kontroversen Aushandlungsprozess. Sie rekonstruiert, wie diese Bildungstätigkeit in der Weimarer Zeit funktionierte, welche Inhalte mit welchen Methoden vermittelt wurden, welches Demokratieverständnis ihr zugrunde lag, und mit welchen Widerständen sie konfrontiert war. Das Forschungsprojekt fragt zudem nach Reichweite, Resonanzen und Wirkung solcher Bildungsinitiativen und möchte somit Aussagen über Potenziale und Grenzen politischer Bildung in historischer Perspektive ermöglichen. Bildung und Bildungspolitik fielen in der Weimarer Republik in den Kompetenzbereich der Länder. Deshalb geht die Studie im Rahmen zweier Fallstudien zu Thüringen und Bayern auch der Frage nach, inwieweit gesellschaftliche und politische Rahmenbedingungen die Gestaltungsmöglichkeiten politischer Bildung beeinflussten. Weil politische Bildung jedoch nicht innerhalb eines deutschen Vakuums stattfand, nimmt die Studie zudem transnationale Beobachtungen, Kontakte

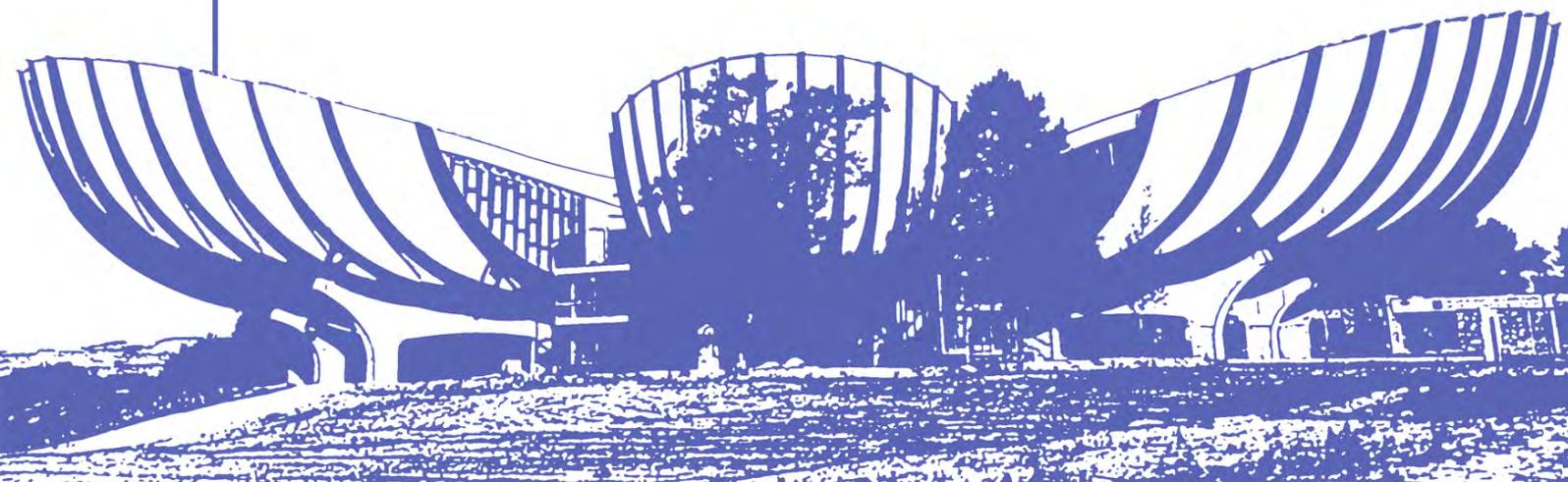


...

und Verflechtungen in den Blick.

Der Untersuchungszeitraum umfasst die Jahre der demokratischen Weimarer Republik von 1919 bis 1933. Allerdings bleibt die historische Langzeitperspektive stets im Blick – Vorläufer und Entwicklungslinien politischer Bildung seit der Zeit des Kaiserreiches werden ebenso beachtet wie die Wirkungsgeschichte, denn auf die Erfahrungen der Weimarer Republik wurde später wieder zurückgegriffen: Nachdem die Reichszentrale für Heimatdienst im Jahr 1933 aufgelöst worden war, nahm sie 1952 in der Bundesrepublik ihre Arbeit wieder auf und existiert als *Bundeszentrale für politische Bildung* bis heute.

Die Weimarer Demokratie als Bildungsprojekt – aus einem solchen Blickwinkel kann das Forschungsprojekt nicht nur neue Facetten und Konturen der historischen Konfiguration *Weimarer Demokratie* herausarbeiten und zeitgenössische Demokratisierungsprozesse akzentuieren. Die daraus gewonnen Erkenntnisse lassen sich zudem in die Geschichte der Demokratie sowie des demokratischen Denkens und Handelns in Deutschland einordnen.



Pierre Schmuck

Seit 2020, Doktorand am Lehrstuhl für Neuere und Neueste Geschichte Westeuropas an der Albert-Ludwigs-Universität Freiburg, Prof. Dr. Jörn Leonhard

2017–2019 Studium der Vergleichenden Geschichte der Neuzeit mit Schwerpunkt Westeuropäische Geschichte an der Albert-Ludwigs-Universität Freiburg, Abschluss: Master of Arts

2016–2017, Studentische Hilfskraft im Martin-von-Wagner-Museum Würzburg (Antikensammlung, PD Dr. Jochen Griesbach), Mitarbeit am Digitalen Münzkabinett der Universität; Würzburg: <http://www.nomisma.museum.uni-wuerzburg.de>

2014–2017, Studentische Hilfskraft am Lehrstuhl für Alte Geschichte, Prof. Dr. Rene Pfeilschifter an der Julius-Maximilians-Universität.

2013–2017, Studium der Geschichte und Geografie an der Julius-Maximilians-Universität Würzburg, Abschluss: Bachelor of Arts.

Vorträge

2020/08/26 „Politische Bildung in der Weimarer Republik. Die Reichszentrale für Heimatdienst und die deutschen Volkshochschulen 1918–1933“, (Konferenz für den wissenschaftlichen Nachwuchs „Bildung und Demokratie in der Weimarer Republik“, Friedrich-Schiller-Universität Jena – Forschungsstelle Weimarer Republik, 26. bis 28. August 2020)



« Die kommenden Wahlen sind also ein Kampf um die Demokratie gegen die Antidemokratie ». La campagne électorale des sociaux-démocrates allemands de Pologne pour les élections législatives de 1928 à travers leur principal journal quotidien, *Volkswille*, publié en Haute-Silésie polonaise.

Pascal Fagot

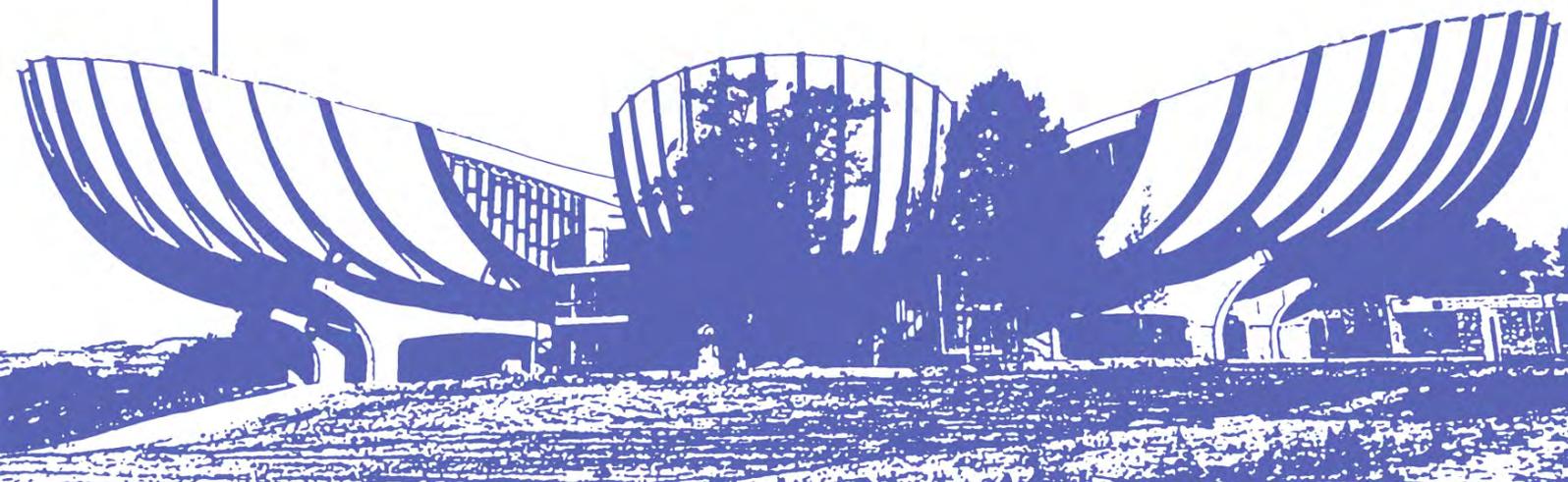
En 1918, la Pologne est recrée à partir de territoires appartenant depuis 1795 à la Prusse, à la Russie et à l'Autriche, dans lesquels vivent des populations germanophones dont les statuts, les conditions de vie et les histoires sont extrêmement diverses. Bien que, à la différence de ce qui se fera à la suite de la Seconde Guerre mondiale, les germanophones, qu'on désigne comme « Allemands », ne soient pas expulsés de Pologne, la plus grande partie d'entre eux décide de quitter le pays, essentiellement pour l'Allemagne ; certains choisissent pourtant de rester en Pologne et d'adopter la citoyenneté polonaise. Dorénavant, en tant que citoyens polonais de nationalité allemande, constituant à côté des Ukrainiens, des Biélorusses, des Juifs et des Lithuaniens une des minorités nationales de Pologne protégées par le « petit traité de Versailles » de juin 1919, ils vivent dans une République dont la constitution affirme l'égalité des droits de tous ses citoyens et citoyennes, indépendamment de leur nationalité et de leur religion. Parmi ces Polonais germanophones, on trouve des sociaux-démocrates originaires des trois parties de la Pologne qui, par delà leurs différences politiques et culturelles, et avec certaines difficultés, parviennent à reconstituer en 1925 un parti social-démocrate allemand uni et commun, le *Deutsche Sozialdemokratische Arbeitspartei in Polen* (DSAP), qui participe activement à la vie politique et à toutes les élections polonaises de l'entre-deux-guerres et se manifeste dans l'espace public polonais notamment par l'intermédiaire de journaux à destination de la population allemande.



...

Dans la communication que je propose, je voudrais, à travers le principal journal social-démocrate allemand de Pologne, *Volkswille*, qui paraît en Haute-Silésie polonaise, étudier le positionnement des sociaux-démocrates allemands de Pologne face à l'antiparlementarisme de Józef Piłsudski et à ses attaques contre la démocratie.

Persuadé d'abord que Piłsudski, issu du Parti Socialiste Polonais (Polska Partia Socjalistyczna, ou PPS), veut renforcer en Pologne une démocratie trop fragile, le DSAP lui apporte son soutien lors du très antidémocratique coup d'état de mai 1926; deux années plus tard, lors des élections législatives de 1928, le même DSAP mène campagne contre Piłsudski, à qui il reproche de vouloir anéantir la démocratie au profit d'une dictature antiparlementaire, et s'allie contre lui aux socialistes polonais en une liste commune qui scandalise autant les nationalistes allemands que les nationalistes polonais. Mon analyse se concentrera sur la campagne électorale des premiers mois de 1928. J'étudierai la façon dont, dans le contexte historique et politique très spécifique de la Pologne, mais aussi dans le contexte social, culturel et même textuel d'un journal destiné essentiellement à la classe ouvrière germanophone de Pologne, les sociaux-démocrates allemands de Pologne présentent leur conception de la démocratie, les dangers que lui fait courir Piłsudski, la nécessité absolue et la meilleure façon de la défendre. A cette fin, nous verrons de quelle façon ils articulent le concept de démocratie avec d'autres concepts essentiels à leurs yeux tels que socialisme, lutte des classes et internationalisme prolétarien, mais aussi droits des minorités nationales et particulièrement de la minorité allemande de Pologne. Nous constaterons que, à mesure qu'approche la date des élections, l'appel à la défense de la démocratie se fait de plus en plus pressant au point de figurer comme priorité dont dépendent tous les autres points du programme.



Pascal Fagot

Professeur émérite du département d'Etudes Germaniques

2011 : Habilitation à diriger des recherches, à l'Université de Toulouse Le Mirail
Titre du nouveau travail : *Représentation et mise en texte de la fuite et de l'expulsion des Allemands hors des territoires situés à l'est de l'Oder et de la Neisse. Analyse d'un recueil de témoignages et de son contexte historique, politique, social et culturel* (1997)

2001-2012 : maître de conférences à l'Université de Reims – Champagne-Ardenne.

1999 : Thèse de doctorat à l'Université de Paris-Sorbonne (Paris IV). Sujet : *Le thème de la Pologne dans la prose littéraire allemande de 1949 à 1990*

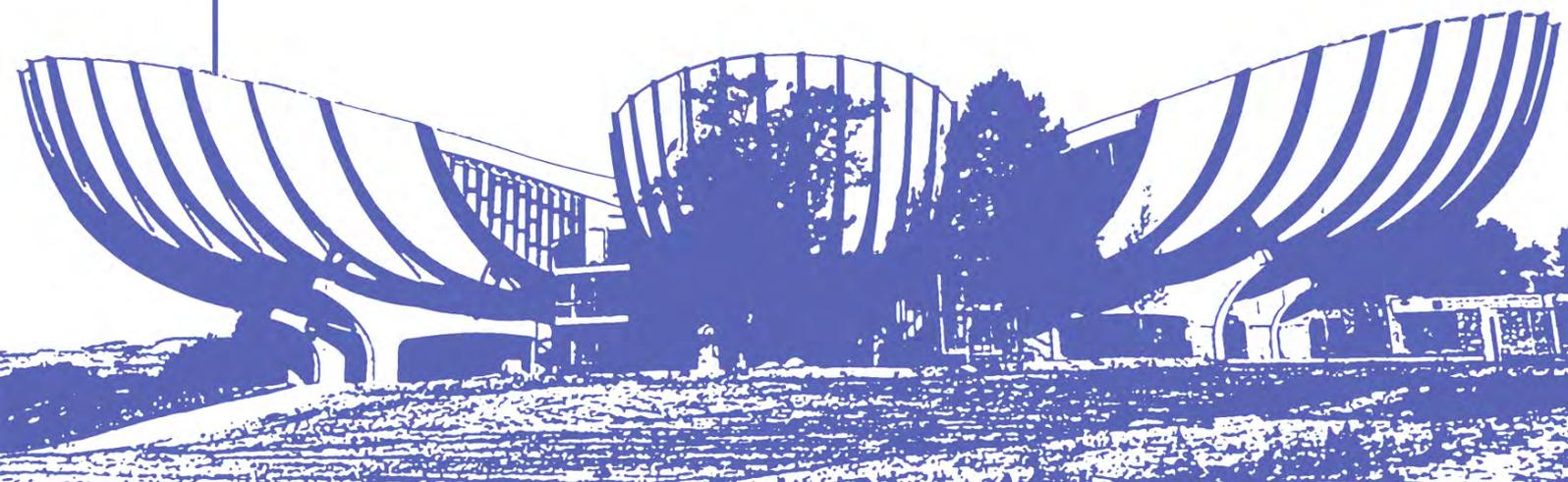
1988-2001 : professeur agrégé d'allemand

Choix de publications :

Mémoires et regards : le thème de la Pologne dans la prose littéraire allemande (1949 - 1990) Peter Lang, 2001.

« Le départ des Allemands de Pologne dans les années 1950 vu à travers des documents administratifs publiés en Pologne en 2010 », in : Carola Hähnel-Mesnard, Dominique Herbet (éd.), *Fuite et expulsion des Allemands. Transnationalité et représentations 19ème et 21ème siècle*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion », 2016, p. 103-114.

Edition du dossier « Les espaces publics des pays germanophones, des espaces publics transnationaux ? », In : *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, Strasbourg, Tome 48, numéro 2, juillet-décembre 2016, p.243-423. Dans ce dossier, un article sur le sujet : *Le journal Arbeiterstimme, un espace public germanophone dans la Pologne de 1956 ?*, p. 345-356.



Vergebliche Mühe ? Verteidigungen der Demokratie in Polen und der Tschechoslowakei

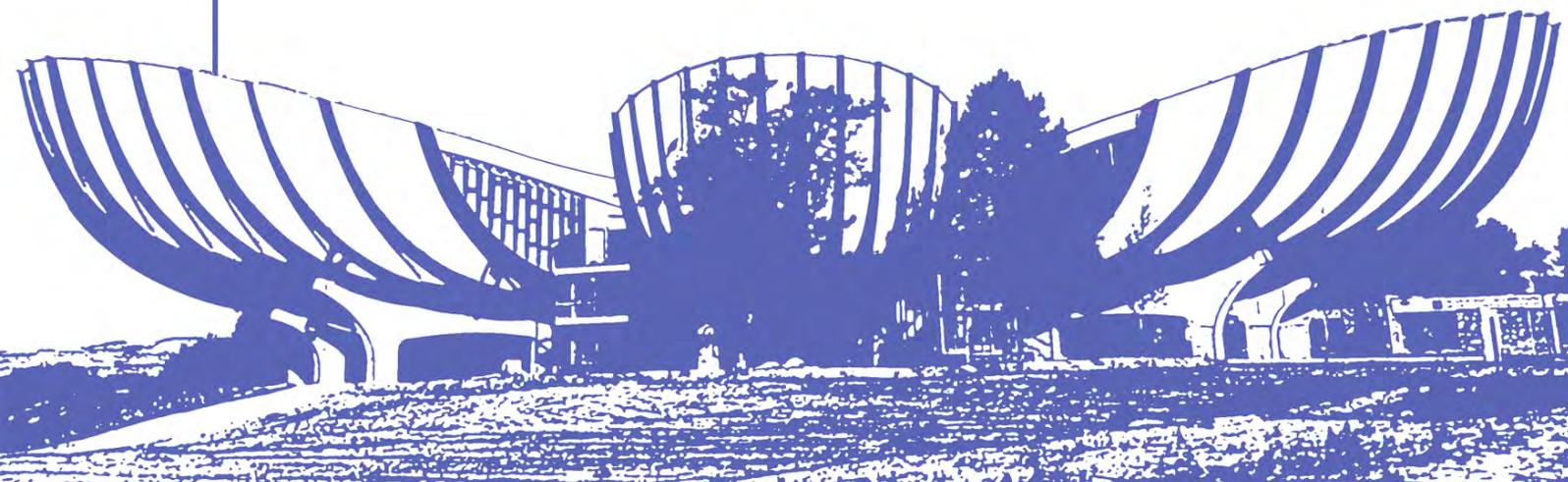
Stephanie Zloch

Polen und die Tschechoslowakei begannen ihre staatliche Unabhängigkeit nach dem Ersten Weltkrieg mit klaren, nahezu euphorischen Bekenntnissen zu Demokratie und Parlamentarismus. Dieser Zustand hielt nicht lange, in Polen kam es 1926 zum Staatsstreich Piłsudskis und in der Tschechoslowakei etablierte sich in den 1930er Jahren eine informelle Herrschaft der fünf wichtigsten Parteivorsitzenden (*Pětka*) und eine damit einhergehende Schwächung des Parlaments, bevor die Demokratie 1938/39 äußeren und inneren Belastungen nicht mehr Stand hielt.

Dies waren aber nicht die vorläufigen Endpunkte der Demokratiegeschichte Ostmitteleuropas zwischen den beiden Weltkriegen, vielmehr regten sich seit den späten 1920er Jahren vielfältige Stimmen zu ihrer Verteidigung, die von konservativen politischen Intellektuellen bis zu dezidiert linken, sozialistischen Aktivisten reichten. Dieser Blick auf die Überlebensversuche von Demokratie in einem schwierigen politischen Umfeld ist dabei nicht als Ausdruck einer vom guten Willen getragenen „Demokratensuche“ in der Zeit zwischen den beiden Weltkriegen misszuverstehen, sondern thematisiert auch problematische Aspekte: So galt die Verteidigung der Demokratie häufig als Frage von Kampfbereitschaft und Mobilisierung und nicht als selbstverständliche, alltägliche Lebensform. Dies möchte der vorgeschlagene Beitrag am Beispiel großer Gedenkfeiern, Streiks und Boykottaktionen in Polen und der Tschechoslowakei in den 1930er Jahren diskutieren.

Die Demokratiegeschichte Ostmitteleuropas stärker als bislang mit Blick auf die Verteidigung von Demokratie und die Ambiguitäten „innerer Demokratisierung“ zu schreiben, muss auch die Reflexionen im politischen Exil nach dem Zweiten Weltkrieg einbeziehen, die sich nicht im Rückblick auf die intellektuellen Positionen und politischen Aktivitäten der Zeit zwischen den beiden Weltkriegen erschöpften, sondern den Dissidenten und oppositionellen Bewegungen in den sozialistischen Volksrepublik Polen und Tschechoslowakei nach 1948/49 Legitimation und Handlungsorientierung boten.

Der vorgeschlagene Beitrag berücksichtigt die Multiethnizität Polens und der



...

Tschechoslowakei vor dem Zweiten Weltkriegs, indem demokratische Vorstellungen und Praktiken nicht nur anhand der ethnischen Mehrheitsbevölkerungen, sondern auch exemplarisch anhand zweier wichtiger Minderheitsgruppen erörtert werden: der jüdischen Minderheit in Polen und der deutschen Minderheit in der Tschechoslowakei. Damit thematisiert der Beitrag demokratische Verteidigungs- und Überlebensversuche in transnationaler Zirkulation und Praxis in mehrfacher Weise: Beim Blick auf die Multiethnizität der beiden Untersuchungsländer ebenso wie beim Blick auf die intellektuelle Rezeption zeittypischer demokratischer Konzepte und Normen nach 1918 und auf polnische und tschechoslowakische demokratische Vertreter im westeuropäischen Exil nach 1945.

Stephanie Zloch

Stephanie Zloch, Dr. phil, Wissenschaftliche Mitarbeiterin am Institut für Geschichte der TU Dresden; Einreichung der Habilitationsschrift „Das Wissen der Einwanderungsgesellschaft. Deutschland von 1945 bis zur Schwelle des 21. Jahrhunderts“ im September 2020. Forschungsinteressen: Migrationsgeschichte, Wissensgeschichte, Verflechtungsgeschichte Deutschlands mit Mittel- und Osteuropa, Historische Demokratieforschung.

Publikationen (Auswahl):

“Elusive Enthusiasm. Parliamentary Democracy in the Newly Founded European Nation-States After the First World War. The Case of Poland”, in: Remieg Aerts, Carla van Baalen, Marie-Luise Recker, Margit van der Steen and Henk te Velde (eds.): *The Ideal of Parliament in Europe since 1800* (Palgrave Studies in Political History), London 2019, S. 117 – 137.

Im Erscheinen für 2021 sind zwei Kapitel zum Handbuch *Polen in der europäischen Geschichte, Bd. 4: Polen seit der Wiedererlangung der Staatlichkeit im 20. Jahrhundert*, hrsg. von Dietlind Hüchtker, Igor Kąkolewski und Robert Traba: „Die Begründung der Staatsmacht und der Weg zur parlamentarischen Demokratie“ und „Piłsudskis Staatsstreich von 1926, das „Sanacja“-Regime und die politische Kultur der dreißiger Jahre“.

